

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 505
Novembre- Décembre 2012
49^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- Non à une intervention militaire française au Mali!
- Petroplus : Comment le collaborationnisme et ses larbins stérilisent les luttes
- Journée d'action syndicale du 14 novembre.
- Les grèves en Afrique du Sud démontrent la nécessité de l'organisation indépendante de classe
- L'extrême gauche et les élections au Venezuela
- Quand les «syndicalistes révolutionnaires» revendiquent ... des licenciements
- Guinée. La difficile lutte des ouvriers de Fria contre la multinationale Rusal
- VP, défenseur de l'autogestion et pourfendeur des monopoles

Sans-papiers: Poursuite de la politique anti-ouvrière

Après plusieurs mois d'attente (due au fait qu'une large concertation avec les associations et syndicats était prévue), le ministre de l'intérieur a enfin publié sa nouvelle circulaire définissant les critères de régularisation.

Selon Valls les nouveaux critères sont «exigeants mais justes»; exigeants, ils le sont et à dessein: le ministre de l'intérieur avait déjà affirmé qu'il n'y aurait pas plus de régularisations que sous Sarkozy, il entend tenir parole! Ils seront «justes» selon les propos policiers du ministre, en ce sens qu'ils seront appliqués de la même façon dans toutes les préfectures... Le ministre a déclaré qu'il n'était pas possible de procéder à une régularisation massive comme des gouvernements de gauche précédents l'ont fait ou comme cela vient de se réaliser une nouvelle fois en Italie où plus de 130000 sans-papiers ont déposé leur demande, «en raison de la situation économique» actuelle: sous-entendu, il y a trop de chômeurs.

C'est le comble de l'hypocrisie! La situation économique de la France serait-elle à ce point plus mauvaise que celle de l'Italie? Mais surtout la non-régularisation signifie que les travailleurs sans-papiers vont continuer à connaître une véritable **situation d'exception**: travailler au noir, c'est-à-dire être soumis sans défense aux pressions patronales, devoir accepter des conditions de travail et de vie précaires sous la menace permanente de la police et de l'expulsion.

Cette politique est dans la continuité parfaite non seulement de celle du gouvernement précédent, mais en réalité de **tous les gouvernements** de droite ou de gauche qui se sont succédés depuis des décennies. Une telle continuité ne peut s'expliquer par des causes contingentes, mais elle répond à un **besoin objectif réel** du capitalisme français: disposer d'une masse significative (le nombre de sans-papiers en France est estimé être de 200 à 400 000 personnes) de main d'oeuvre à bas coût, taillable et corvéable à merci dans certains secteurs qui ne sont pas forcément marginaux, comme la construction; mais également pour exercer une pression sur les salaires des autres travailleurs - sans oublier

(Suite en page 4)

Trêve à Gaza: L'impérialisme ne connaît que des trêves entre les guerres. Seule la révolution prolétarienne internationale pourra apporter la paix au monde!

Après 8 jours de bombardements aériens, navals et terrestres sur la bande de Gaza, une « trêve » a été conclue entre Israël, le Hamas et les autres organisations de résistance palestinienne sous l'égide de l'Égypte.

Durant ces 8 jours où l'aviation israélienne a effectué 1350 raids, les bombardements ont causé la mort de 156 personnes; outre les victimes des « assassinats ciblés » on compte parmi les victimes 103 civils dont 33 enfants, 13 femmes et 3 journalistes (un immeuble abritant des journalistes ayant été visé par l'armée israélienne qui voulait arrêter les émissions d'une chaîne de télévision), et faisant un millier de blessés dont 971 civils, parmi lesquels 247 enfants, 162 femmes, 12 journalistes. Pendant cette même période la répression israélienne contre les manifestations de protestation en Cisjordanie a fait 2 morts et plus de cent blessés tandis que 76 palestiniens étaient emmenés dans les prisons israéliennes (1).

Du côté israélien, on dénombre 5 morts: les fameux missiles lancés par le Hamas ou d'autres groupes n'ont aucune valeur militaire, mais seulement une valeur « psychologique » étant donné que, non guidés, ils tombent au hasard (une partie retombant même à Gaza).

Cette liste macabre démontre le caractère essentiellement **terroriste** de l'action israélienne qui visait à intimider en général la population locale et en particulier la force principale qui dirige le territoire, le Hamas: il s'agissait, non pas de détruire son pouvoir,

mais de lui faire comprendre qu'il ne peut être toléré par Israël (et les parrains impérialistes de celui-ci) que dans la mesure où il réussit à empêcher toute action contre le territoire israélien; autrement dit dans la mesure où il réussit à être un efficace **maton** de cette gigantesque prison à ciel ouvert que constitue la bande de Gaza (rappelons que selon un accord avec Israël qui reste intégralement en vigueur, l'Égypte du Frère Musulman Morsi continue toujours à fermer hermétiquement les frontières de Gaza!).

L'attaque israélienne a reçu le soutien, explicite ou implicite, des grands pays impérialistes, à commencer par les Etats-Unis, mais également des Etats Européens, au nom du « droit d'Israël à se défendre »; quant au droit des Palestiniens à se défendre et à résister, ce n'est pour l'impérialisme qu'une revendication «terroriste»: sous le capitalisme, les opprimés, qu'il s'agisse de populations en butte au colonialisme ou à l'oppression coloniale, ou de prolétaires exploités, n'ont qu'un «droit», celui d'accepter leur sort et de respecter l'ordre établi!

L'Etat israélien est depuis sa création le **gendarme** de l'impérialisme dans la région, c'est la raison pour laquelle les grandes puissances, n'hésitent pas à lui passer tous ses caprices colonialistes et toutes ses violations des accords diplomatiques: on ne demande pas à un homme de main de respecter le code des bonnes manières!

Aujourd'hui ce rôle d'Israël est encore plus irremplaçable dans une situation où la disparition d'anciens régimes inféodés à l'im-

périalisme et la persistance de troubles dans d'autres sont des facteurs d'incertitudes pour l'ordre impérialiste. Les démocrates qui s'imaginent faire obstacle aux exactions de l'Etat israélien en s'adressant à l'ONU ou aux grands Etats pour faire respecter le droit international se trompent lourdement: sous le capitalisme la **force prime le droit**, comme d'ailleurs le démontre dès le premier jour toute l'histoire d'Israël.

Etat colonial, il a étendu son territoire au détriment des Palestiniens au fil des guerres gagnées par sa force militaire et le soutien des grandes puissances. Les soi-disant «accords» ou «processus» de paix signés depuis des années n'ont pas arrêté le processus de colonisation qui après un «moratoire», a repris en 2011 en violation des résolutions de l'ONU exigeant son arrêt; ces accords ont seulement signifié la capitulation sous la pression impérialiste des différentes organisations palestiniennes. Début novembre le gouvernement israélien décidait une nouvelle fois d'accélérer la colonisation et il lançait un appel d'offres pour la construction de plus d'un millier de logements dans des colonies juives dans la partie arabe de Jérusalem, ainsi que d'autres en Cisjordanie (2).

Il y a aujourd'hui plus de 340 000 colons israéliens en Cisjordanie et près de 200 000 dans Jérusalem annexée; cela ne représente qu'une petite fraction de la population arabe, mais ces colons sont regroupés dans un

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps

Précisions à propos de «Marxisme et Misère» et «lutte de classes et 'offensives patronales'»

Cet article de Bordiga (paru anonymement comme tous les textes du parti), complète de façon lumineuse les deux Fils du Temps publiés précédemment sur nos colonnes: «Marxisme et Misère» et «Lutte de classes et "offensives patronales"». Il est

paru sur le n°40/1949 de *Battaglia Comunista*, l'organe du *Partito Comunista Internazionale* dont après la scission de 1952 notre parti est originaire. Sa première publication en français a eu lieu sur *Le Prolétaire* n°131 (17-30/7/72).

Le passage de Marx que nous avons cité sur le dernier «Fil du Temps» dit ceci dans sa traduction intégrale de l'allemand:

«Plus grande est la richesse sociale, c'est-à-dire le capital en fonction, la grandeur et l'énergie de son accroissement, donc, aussi, la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, et plus s'accroît l'armée industrielle de réserve» (surpopulation relative). «Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital augmentant la force de travail disponible, la grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée, dont la misère est en raison inverse du tourment de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée et de l'armée industrielle de réserve, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel» (c'est-à-dire reconnu par les autorités). «Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste» (1).

C'est Marx qui souligne et il ajoute: «L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances multiples, dont l'analyse n'a pas sa place ici». L'allusion se rapporte à l'étude du phénomène dans toute sa complexité développée dans les Livres II, III et IV, inachevés, du *Capital* de Marx, qui a donné lieu aux grandes polémiques entre Hilferding, Kautsky, Luxembourg, Boukharine, etc., sur l'accumulation.

L'application d'une loi simple au domaine plus vaste des phénomènes réels est courante dans la science et dans l'étude des modifications effectives; cela n'a rien à voir avec un abandon ou une modification de cette loi générale. Ainsi, par exemple, les lois de Kepler ou de Newton sur le mouvement des planètes ne sont pas contredites par les calculs des perturbations réciproques de leurs orbites dans le système solaire, où les planètes sont nombreuses et, où dans certains cas, l'attraction entre deux d'entre elles, en plus de l'attraction de chacune par la masse dominante du soleil, a des effets non négligeables.

De même que l'astre central et une planète

ne seront jamais seuls, de même la classe capitaliste et la classe ouvrière industrielle ne seront jamais seules dans la société réelle.

C'est ainsi que dans ce même chapitre, Marx examine l'effet de l'existence des classes rurales sur le rapport qu'il a entrepris d'étudier, entre la diffusion du capitalisme et la composition de la classe ouvrière.

Il est important de souligner de toute façon qu'en aucun cas Marx n'étudie une société composée uniquement de capitalistes et de salariés. Une telle société est absurde et depuis Proudhon, les syndicalistes révolutionnaires de toute espèce et jusqu'aux plus récents «socialistes d'entreprise», tous ceux qui l'ont développée et étudiée, l'ont toujours fait en pure perte. La première loi du marxisme, la plus simple (et qui est toujours valable) considère les éléments suivants: la classe capitaliste - les travailleurs actifs et salariés - les travailleurs **inactifs**, mais qui ne peuvent pas sortir de la classe prolétarienne.

Marx expose tout le mécanisme des quantités étudiées dans sa prose d'une incompa-

(Suite en page 6)

Trêve à Gaza

(Suite de la page 1)

système de colonies quadrillant le territoire et reliées entre elles par des «routes stratégiques» élaboré de façon à rendre quasiment impossible toute éventuelle indépendance de la Cisjordanie.

La répression permanente pour plier les Palestiniens à l'ordre colonial a pour effet de remplir les prisons israéliennes de détenus qui peuvent y croupir indéfiniment, la «ré-tention administrative» permettant de maintenir tout suspect en prison pour 6 mois renouvelables indéfiniment.

Au printemps une longue grève de la faim de 1600 prisonniers palestiniens contre ce régime d'exception auquel ils sont soumis a été couronnée de succès: levée des sanctions, fin de l'isolement carcéral, autorisation des visites pour les prisonniers originaires de Gaza (suspendues depuis 2006), promesse de libération à l'issue de leur peine, contre l'engagement de ne pas se livrer à des «actes terroristes» en prison.

Mais ce recul des autorités israéliennes devant la menace d'explosion dans les prisons ne signifiait pas qu'ils s'étaient convaincus de traiter les prisonniers Palestiniens comme des citoyens ordinaires.

S'il en fallait une preuve, elle a été donnée par un rapport de juristes anglais publié fin juin par le ministère des Affaires étrangères britanniques sur «les enfants palestiniens en détention militaire». Le rapport parle de tortures infligées aux enfants prisonniers qui étaient au nombre de plus de 200 en mai; de 500 à 700 sont emmenés en prison chaque année en Cisjordanie par l'armée israélienne; ils peuvent être maintenus arbitrairement en détention sans inculpation pendant plus de 6 mois, etc. (3). Un autre rapport, celui-là sur les prisonniers adultes, publié le 25 juin indiquait que 100% d'entre eux souffraient de «mauvais traitements» ou de tortures sous diverses formes (4).

Tout ceci n'est que l'un des aspects de l'oppression quotidienne subie par les Palestiniens, oppression qui n'émeut pas les dirigeants de nos démocraties impérialistes, pourtant si prompts à donner des leçons sur les droits de l'homme, mais quand cela coïncide avec leurs intérêts. L'Union Européenne, qui est le plus grand importateur de marchandises israéliennes, multiplie ainsi les accords d'association économique avec Israël (5): quelle importance peut bien avoir l'oppression des populations palestiniennes face à de juteuses perspectives commerciales?

* * *

Le Hamas a salué l'accord de trêve avec Israël comme étant une «victoire», et c'en est effectivement une pour ce parti qui pour la première fois a été presque ouvertement reconnu au plan international comme le responsable légitime de l'ordre à Gaza.

Mais ce n'est en rien une défaite d'Israël, qui pour bien faire comprendre qu'il n'a pas les mains liées, a effectué des rafles en Cisjordanie les 22 et 23 novembre, arrêtant plus de 80 personnes dont 7 députés du Hamas.

Mais surtout ce n'est pas une victoire pour les masses opprimées de la bande de Gaza.

D'une part il ne s'agit que d'une «trêve» et l'Etat israélien a fait une fois de plus la démonstration qu'il pouvait impunément y massacrer et détruire quand ils le décidait, pour arriver à ses fins: le rideau de fumée des accords de paix s'est dissipé depuis longtemps sous les bombes israéliennes; d'autre part le Hamas, auréolé de sa «résistance» et du nombre de ses «martyrs» va redoubler d'efforts non seulement pour empêcher toute attaque contre Israël, mais aussi pour faire régner un ordre bourgeois particulièrement réactionnaire. Massacrés par l'ennemi israélien, les opprimés palestiniens seront réprimés par leurs «frères» qui ont signé la trêve avec celui-ci et exploités par les capitalistes locaux qui pourraient éventuellement se développer avec les capitaux promis par le Qatar: l'enfer où ils se trouvent est un enfer capitaliste dont les prolétaires sont toujours

les victimes. Ni l'Egypte ni l'Iran, ni aucun Etat bourgeois ne viendront à leur aide.

Tant que l'ordre impérialiste ne sera pas abattu, tant que durera le capitalisme, l'oppression et l'exploitation des prolétaires n'auront pas de fin. La situation des masses opprimées de Palestine ne sera en rien changée par la reconnaissance internationale d'un pseudo-Etat comme l'a réussi l'«Autorité Palestinienne», misérable larbin vendu à l'impérialisme et méprisé par lui; même si Israël et l'impérialisme acceptait un Etat véritable, ce ne serait qu'un baignoire capitaliste particulièrement féroce et perpétuellement sous la menace de l'Etat sioniste. Il ne peut y avoir de «paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens» comme le demandent les démocrates qui «oublient» l'existence des Etats, tant que subsistera l'oppression sur laquelle ceux-ci sont fondés et qu'ils ont la fonction de défendre (6)

Seul un **bouleversement révolutionnaire** de toute la région, renversant **tous les Etats bourgeois et unissant les prolétaires de toutes nationalités et religions** pour faire disparaître cette oppression, pourra mettre fin à l'interminable calvaire des masses palestiniennes, comme à celui de tous les opprimés du Moyen-Orient.

Aussi éloignée que semble cette perspective qui s'inscrit dans le cadre de la **révolution communiste internationale**, elle est infiniment plus réaliste que celle, tentée sans succès depuis des décennies, des négociations et des appels à la bonne volonté de l'Etat israélien et des Etats impérialistes: elle n'a apporté qu'une dégradation continue de la situation des masses, même si elle a permis à une couche de bourgeois palestiniens de vivre de l'ex-

ploitation de leurs prolétaires.

Les prolétaires des pays impérialistes portent la plus grande responsabilité de la situation bestiale dans laquelle se trouvent les Palestiniens, puisque c'est d'eux, de leur capacité à se lancer dans la lutte contre le capitalisme, que dépend le sort des prolétaires et des masses du monde écrasées par «leur» capitalisme et ses alliés locaux, comme Israël: sans l'appui des grands Etats impérialistes, l'Etat israélien aurait les plus grandes difficultés pour continuer ses crimes et pour résister aux luttes qu'ils suscitent.

Il n'existe donc pas de meilleure et plus efficace solidarité avec les prolétaires et les masses palestiniennes opprimées que la **reprise de la lutte de classe** dans les métropoles impérialistes.

A bas le massacre, l'oppression et la répression des masses palestiniennes!
Pour la reprise de la lutte de classe dans les métropoles impérialistes!

Vive l'union internationale des prolétaires!

Vive la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme mondial!

24/11/2012

(1) Liste établie par le Centre Palestinien des Droits de l'Homme, qui énumère aussi la liste des établissements détruits comme des institutions de santé, des écoles, etc. Cf http://www.pchrgaza.org/portal/en/index.php?option=com_content&view=article&id=9046:weekly-report-on-israeli-human-rights-violations-in-the-occupied-palestinian-territory-14-21-nov

(2) Après le vote à l'Assemblée Générale de

l'ONU pour l'Etat Palestinien il a décidé de construire 3000 logements de plus...

(3) http://www.childreninmilitarycustody.org/wp-content/uploads/2012/03/Children_in_Military_Custody_Full_Report.pdf. Souvent arrêtés en pleine nuit, certains sont enchaînés, privés de sommeil et de nourriture, etc. Le porte-parole de l'ambassade d'Israël à Londres expliqua que c'était la faute de l'autorité Palestinienne qui ne les empêchait pas de commettre des délits, obligeant les Israéliens d'agir de la sorte...

(4) <http://english.wafa.ps/index.php?action=detail&id=20136>. 95% avaient été battus, 63% avaient reçu des coups sur les parties génitales, etc.

(5) Le parlement européen a voté fin octobre un accord de libre échange de produits pharmaceutiques avec Israël dans le cadre de l'accord d'association avec ce pays. Or l'industrie pharmaceutique israélienne est particulièrement impliquée dans l'occupation des territoires palestiniens qui constituent un marché réservé à ses produits par décision des autorités interdisant en particulier l'entrée de produits génériques moins chers qui leur feraient concurrence; l'accord avec l'Union Européenne permettrait aux produits européens de pénétrer ce marché... Cf http://www.huffingtonpost.co.uk/rafeef-ziadah/european-parliament-israel_b_1893829.html?fb_action_ids=10151034915161927&fb_action_types=og.likes&fb_source=other_multiline&ac

(6) Voir l'appel du «Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens». La question n'est pas celle de la paix entre deux peuples, mais celle des rapports entre un Etat colonial et ceux qu'il opprime. Peut-il y avoir une «paix juste et durable» entre les deux?

Non à une intervention militaire impérialiste française au Mali!

Les informations les plus contradictoires se succèdent à propos d'une intervention militaire au nord-Mali (appelé aussi *Azawad* par les mouvements indépendantistes) qui est tombé il y a plusieurs mois entre les mains des indépendantistes Touaregs, puis des Islamistes. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahel, qui n'est autre que l'ancien premier ministre italien Romano Prodi a déclaré fin novembre qu'une action militaire ne serait pas possible avant... septembre 2013 et il a dit souhaiter une «solution politique». Mais de son côté le président de la commission de la CEDEAO (communauté des pays de la région) a affirmé lors d'une réunion à Paris que l'intervention militaire de plus de 3000 soldats pouvait avoir lieu immédiatement.

Il y a clairement une divergence entre les divers acteurs à l'oeuvre dans la région. Depuis des mois l'impérialisme français travaille à une intervention militaire – tout en refusant une action directe de ses troupes au sol; il a réussi à mettre sur pied la force militaire de la CEDEAO et il a obtenu de l'Union Européenne des crédits pour former les soldats maliens (l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne la Suède et la Finlande participeraient à cette entreprise). Mais l'Algérie riveraine est hostile à une intervention militaire étrangère et elle préconise des négociations avec les Islamistes. Des affrontements armés ont lieu entre les indépendantistes Touaregs du MLNA et les Islamistes du Mujao, d'Ansar Dine et de l'AQMI; mais Ansar Dine, qui prend part à des négociations au Burkina Faso ou en Algérie a pris publiquement ses distances avec les autres organisations islamistes et il a promis de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière; il faut dire que le chef d'Ansar Dine, un rebelle touareg de longue date, avait mené dans le passé des négociations avec le gouvernement malien et même entretenu des liens avec l'ambassade américaine (selon la revue américaine liée aux services «anti-terroristes» *CTC Sentinel* n°5/7, juillet 2012). Entre-temps des dizaines de milliers d'habitants ont fui la région pour se réfugier dans le sud, aggravant la crise économique qui sévit dans le pays; la petite industrie malienne, centrée sur la transformation des produits agricoles, le textile, est en plein marasme et licencie à tour de bras, de même que le secteur du commerce. Seules semblent surnager les entreprises du secteur minier qui appartiennent à des multinationales comme les mines d'uranium de la société française Areva...

Nous publions ci-dessous le texte de notre tract diffusé en octobre.

Cela fait plusieurs semaines que des bruits de botte de plus en plus insistants se font entendre à propos du Mali. Fin septembre le président français Hollande est allé avec le ministre des Affaires Etrangères Fabius à l'Assemblée générale de l'ONU plaider pour un feu vert à une intervention militaire dans le nord du Mali, ce qu'il a obtenu sans difficultés des grandes puissances impérialistes!

Mais en réalité depuis plusieurs mois, depuis le renversement du président Amadou Toumani Touré, la diplomatie française travaille pour préparer cette intervention militaire, que ce soit par des négociations avec l'Algérie voisine ou par l'envoi de forces spéciales au Burkina Faso (1).

Après que les guérilleros touaregs aient infligé une lourde défaite aux militaires maliens, les contraignant à se replier sur le sud du pays (le «pays utile» où se trouve l'écrasante majorité de la population, par rapport au nord semi-désertique) ceux-ci le 22 mars prenaient le pouvoir à Bamako. Sous la pres-

sion des Etats voisins et de l'impérialisme français, les militaires ont été contraints début avril de laisser la place à un «président par intérim», Traoré. Mais à peine a-t-il pris ses fonctions, que le nouveau président a été blessé lors d'une attaque du palais présidentiel par des manifestants nationalistes partisans des militaires; et il est parti en France se soigner.

Le premier ministre, Cheick Modibo Diarra, revenu exprès des Etats-Unis où il travaillait à la NASA, a dirigé le pays pendant cette vacance présidentielle. Lorsque Traoré est revenu en août de Paris, un «gouvernement d'union nationale» a été alors formé, conformément à l'«ultimatum» lancé par les pays africains de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest); mais les divergences entre le clan présidentiel et le premier ministre, notamment sur l'attitude à adopter vis-à-vis du nord, n'ont pas disparu pour autant.

Dans les semaines qui ont suivi les pressions internationales se sont accentuées pour

une intervention militaire étrangère au Nord, où les guérilleros touaregs ont été contraints de laisser la place à des organisations islamistes.

Ces dernières étaient probablement mieux armées, mais elles auraient profité surtout, semble-t-il, de la colère des populations de Tombouctou et d'autres villes devant les «abus» des Touaregs; le rétablissement de l'ordre, fut-ce l'ordre islamique d'une Chari'a brutale, aurait apparemment été apprécié positivement, au moins au début, par certaines couches de la population (2).

Pour préparer les esprits à une intervention militaire, une campagne d'opinion internationale s'est développée sur les «atrocités» commises dans le nord (destructions de monuments religieux, lapidation d'un couple adultère, etc.); le premier ministre appelait en première page du quotidien *Le Monde* à «déloger les narcotrafiquants et les terroristes du Mali», critiquant la volonté du président de négocier et félicitant Fabius et Hollande pour leurs interventions à l'ONU (3). Finalement le gouvernement malien avait cédé et officiellement demandé début septembre une intervention militaire étrangère pour livrer bataille au nord.

Grand comme deux fois la France, mais peuplé seulement de 15 millions d'habitants, le Mali est un pays pauvre qui dispose cependant de ressources potentielles encore peu exploitées (à part la production d'or); l'impérialisme français a de multiples intérêts à intervenir dans son ancienne colonie: ressources minières avec la présence probable de pétrole et de gaz et des gisements d'uranium dans la partie nord, mais aussi protection de son «influence» dans toute la sous-région.

L'impérialisme américain qui, depuis quelques années, accroît sa présence militaire en Afrique parce qu'il est attiré, comme d'autres (en premier lieu la Chine), par les ressources en matières premières du continent, soutient une intervention militaire pour «maintenir l'ordre» – l'ordre des pilliers impérialistes! – dans la région.

L'impérialisme français voudrait cependant ne pas apparaître en première ligne; il préférerait laisser combattre des supplétifs africains et se contentant d'assurer la logistique et l'appui aérien. La présence à Bamako de militaires de l'ancienne puissance coloniale susciterait à coup sûr des manifestations hostiles: chacun sait bien que les actions de l'impérialisme français n'ont jamais été motivées par le sort de la population locale!

PETROPLUS: Comment le collaborationnisme et ses larbins stérilisent les luttes

La saga politico-médiatique et judiciaire de Petroplus n'en finit pas de ne pas finir. Le 5 novembre, à la surprise générale, Montebourg avait sorti de sa manche un nouvel éventuel repreneur: l'Etat libyen via son fonds souverain créé par Kadhafi. Cette hypothèse avait une certaine crédibilité, étant donné l'implication française en Libye, mais quelques semaines plus tard le fonds dans un communiqué démentait avoir jamais envisagé une telle possibilité (Le Monde, 28/11/12).

Cette raffinerie, créée en 1929, a appartenu au groupe Shell

jusqu'en 2008 avant d'être revendue au groupe suisse Petroplus. Son existence était menacée depuis des années car les pétroliers ont décidé de fermer des raffineries vieillies en Europe au profit de sites plus rentables dans les pays producteurs avec des frais de transports plus faibles. Fin décembre 2011, le groupe Petroplus a annoncé la fermeture de l'usine de Petit-Couronne et, en pleine campagne présidentielle, la situation de ses salariés a été très médiatisée. **La lutte des raffineurs contre les licenciements montre une fois de plus le rôle anti-prolétarien du collaborationnisme et de ses larbins.**

DE LA CGT À L' «EXTRÊME» GAUCHE, TOUS ENSEMBLE POUR LE «PATRIOTISME ÉCONOMIQUE»

La mobilisation des travailleurs de Petroplus a été très rapidement orientée vers l'impasse du chauvinisme. Dès le départ, la CGT a dénoncé les importations étrangères de pétrole raffiné et les risques pour « l'indépendance énergétique » de la France. Sans surprise, la CFDT partage la même ligne car, pour elle, « le plus important est d'assurer notre sécurité et indépendance énergétique et de préserver le savoir-faire et les emplois » (déclaration de la secrétaire générale de l'UIS Rouen-Elbeuf, 24 octobre).

Après l'annonce de la liquidation (et comme en début d'année), l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC a organisé un « blocage » du dépôt pétrolier Rubis. Pour les dirigeants de la CGT « Rubis importe des produits raffinés et contribue à la déchéance du raffinage français » (Info-luttes, bulletin de la CGT 76, 25

octobre). Pour la bonzerie syndicale, la solidarité de classe avec les prolétaires exploités dans les pays producteurs cède facilement la place à la défense de l'économie nationale.

Naturellement, cette politique nationaliste est reprise par le Front de gauche qui affirme dans un communiqué que « Pour son indépendance énergétique, le pays a besoin de ses raffineries. La France ne raffine pas assez aujourd'hui pour répondre à ses besoins de consommation. Importer, c'est exploiter des peuples à l'autre bout de la planète, c'est dégrader l'environnement à grande échelle. » (communiqué du FDG 76, 16 octobre) Quelle hypocrisie de la part des fervents soutiens du nucléaire (il y a six réacteurs nucléaires dans le département) basé sur le pillage de l'uranium du Niger ! Quelle cynisme lorsque l'on sait que la raffinerie de Petit-Couronne constitue depuis des années une nuisance et un risque pour les travailleurs qui habitent la partie Sud de l'agglomération rouennaise: les sols sont gorgés d'hydrocarbures, les rejets gazeux peuvent être sentis à une dizaine de kilomètres à la ronde.

Le PS local emboîte le pas. Guillaume Bachelay, député en remplacement de Fabius, dénonce les importations de carburant devant les salariés: « On nous dit qu'il y a surcapacité de raffinage mais elle vient des importations massives (40 %) de produits finis dans des pays en dehors de l'Europe » (Paris-Normandie, 19 octobre)

LO et le NPA n'ont pas repris ces positions chauvines sur Petroplus mais ces organisations n'ont à aucun moment dénoncé la nature réactionnaire de la campagne autour du protectionnisme menée par la CGT locale.

Sans dire un mot sur la stratégie chauvine de la CGT, les « anticapitalistes » accusent leurs concurrents du Front de Gauche: « Du côté du Front de gauche, l'accent est mis sur la questions des importations, sur la nécessité de « raffiner français », sur l'indépendance nationale. Disons le tout net cette position est pour nous inacceptable surtout au regard de l'héritage colonialiste de la France, de pillage des matières premières, d'Elf et de la Françafrique?! » (Tout est à nous, 25 octobre).

Et ce même NPA n'hésite pas à prendre une position ouvertement protectionniste en réaction à l'ouverture d'une usine Renault à Tanger en déclarant « Bien que l'Etat soit le premier actionnaire de Renault, Sarkozy n'a jamais envisagé d'imposer à Ghosn que tout investissement à l'étranger respecte les règles (salaires, conditions de travail, ...) qui lui auraient été imposées en France, sous peine de sanctions. » (Bulletin NPA Renault-Cléon, 16 février).

D'autres courants trotskistes ont fait preuve d'encore moins de retenue. C'est évident pour les lambertistes ultra-chauvins du POI qui proposaient « un blocage immédiat de toute importation de carburant raffiné » (Informations Ouvrières, 12 janvier) et qui reproche au député Bachelay de ne pas être réellement protectionniste car il a voté pour le nouveau traité européen (Informations Ouvrières, 25 octobre). Ils ont été rejoints par la Gauche Révolutionnaire et la Riposte.

La GR est une organisation, essentiellement basée à Rouen, qui a intégré le NPA comme tendance « de gauche » lors de sa création avant de le quitter au début de l'année 2012. Elle est fondamentalement d'accord avec la ligne nationaliste de la CGT et présente la surcapacité du raffinage comme une conséquence des importations. (L'Égalité, janvier-février)

La Riposte, courant trotskiste qui pratique l'entrisme dans le PCF, reprend la même

rhétorique chauvine que ses compères. Elle reproche au gouvernement de ne pas défendre l'économie nationale: « on peut le dire, le gouvernement ne s'investit pas pour trouver un repreneur. Alors qu'il prône officiellement l'« indépendance énergétique », il ne lève pas le petit doigt face aux délocalisations des raffineries dans des pays où le « coût du travail » est plus faible – mais où on est certainement moins regardant en matière de sécurité, de conditions de travail et de pollution. L'argument du patronat selon lequel il y aurait une surcapacité de raffinage en France n'est pas recevable. Les chiffres sont sans appel. En 2009, 72,5 millions de tonnes ont été traitées, pour une consommation nationale de 80,8 millions, soit 8,3 millions de tonnes importées. En 2010, 16,1 millions de tonnes ont été importées et 41 millions en 2011 » (www.lariposte.com, 3 mars)

La palme du jésuitisme revient cependant au Parti Communiste des Ouvriers de France.

Le PCOF, issu de l'ancien courant « pro-albanais », dénonce les campagnes nationalistes de la bourgeoisie autour du « patriotisme économique » en écrivant que « Ce slogan, « acheter français », est une façon [...] de nous faire oublier notre position et nos intérêts de classe pour nous convaincre que notre sort est lié aux sorts de nos entreprises et donc à leur défense, leur sauvetage, nous faire adhérer de façon indirecte à la défense et au renforcement du système d'exploitation capitaliste. Cette campagne [...] vise à nous entraîner, du moins dans nos têtes, dans l'entreprise de sauvetage d'un système à bout de course ». Pour Petroplus, elle présente les solutions nationalistes comme une « idéologie réactionnaire pour briser la résistance de la classe ouvrière » (La Forge, janvier).

Malgré ces déclarations, il n'est pas compliqué de constater la tartufferie de ces « marxistes-léninistes »: il suffit de lire les déclarations du Front de gauche que le PCOF a intégré. Fièremment, ce dernier proclame que « dès les années 80, [le PCF] prônait, bien seul, le « produire français » aujourd'hui repris unanimement par tous les candidats à l'élection présidentielle... Tant mieux! » (4 pages du FDG par les élections dans la 4e circonscription de Seine-Maritime, qui comprend Petit-Couronne). Ce Front de Gauche est un des fers de lance de la diffusion du nationalisme dans la classe ouvrière.

C'est au nom de cette défense de « l'indépendance énergétique » de la France et de sa « réindustrialisation » que les prolétaires ont été lancés à la recherche d'un nouveau patron.

L'INTERSYNDICALE ET LA CGT À LA RECHERCHE D'UN NOUVEL EXPLOITEUR

Il est vrai que de nombreuses actions ont été menées à destination d'autres entreprises, en particulier une manifestations devant l'entrée de l'usine Renault-Cléon, mais aussi des manifestations dans Rouen ou des blocages de péage en commun avec les travailleurs d'une usine de pâte à papier M'Real menacée de fermeture. Mais celles-ci restaient avant tout des « coups médiatiques » pour faire pression sur les gouvernements successifs et les politiciens de tous bords. **Le seul objectif fixé à la lutte a été la recherche d'un repreneur.** Fin février, la CGT semble avoir obtenu ce qu'elle voulait : Shell a signé un contrat de « processing » pour que Petroplus raffine du brut fourni par Shell. Une première victoire... pour les bureaucrates.

Ensuite, selon Le Monde, « les représen-

tants syndicaux ont remué ciel et terre, contactant 42 repreneurs potentiels, du Texas au Kazakhstan, multipliant les rendez-vous à Bercy ». (lemonde.fr, 27 septembre) L'intersyndicale a finalement réussi à trouver deux repreneurs : NetOil et APG. « Ces groupes restent des acteurs de troisième zone du monde pétrolier, dont la crédibilité reste à démontrer », écrivait, en août, un article du Monde. Le groupe APG, basé à Hong Kong est, pour sa part, accusé de ne pas jouer la transparence. Impossible de savoir l'étendue de ses actifs et l'état de ses comptes selon le quotidien. « A l'inverse, Roger Tamraz, l'homme fort de NetOil, serait, plutôt... trop connu. Il traîne une odeur de soufre. Son nom a été cité dans plusieurs scandales bancaires et boursiers » (Le Monde, 24 août 2012).

Le 5 novembre – date limite de dépôt des propositions de reprise –, Montebourg a annoncé que l'Etat libyen serait intéressé.

La déclaration, en février, du représentant de l'intersyndicale, dominée par la CGT, montrait clairement le caractère néfaste de cette quête d'un nouvel exploitateur: « A nous maintenant de montrer que notre raffinerie est viable et qu'elle a les meilleurs rendements » (lemonde.fr, 20 février). Cette annonce a été suivie d'effets. **Pour convaincre les repreneurs, l'intersyndicale souhaite éviter toute agitation sociale.**

C'est évident quand elle organise une **parodie de grève** le 5 novembre. Selon le blog des salariés de la raffinerie, l'intersyndicale appelle à une grève de 24 heures, reconductible, dans les raffineries et dépôts de carburant de France, mais le leader de la CGT de l'entreprise déclare « Nous continuerons à faire tourner des unités avec des personnes réquisitionnées. Ce n'est pas le moment d'arrêter la production, la situation est trop fragile. Tous les autres employés seront en grève. »

Nous sommes loin d'une grève qui s'attaque au profit capitaliste en bloquant la production ! C'est une nouvelle action de lobbying en direction de la justice et des politiciens bourgeois. Elle s'accompagne d'ailleurs d'une journée « ville morte » organisée par les mairies de Petit et de Grand-Couronne en commun avec l'Union des commerçants (Liberté Dimanche, 4 novembre).

La paix sociale maintenue par les syndicats dans l'usine semble être une « réussite ». Cela a permis à Mélenchon de s'exclamer « En ce moment Petroplus qui n'a plus ni actionnaire, ni patron a été remis en route par les ouvriers. Ceux-ci ont dû pour y arriver surmonter d'innombrables problèmes techniques. Mais la raffinerie raffine ! Et elle fait en ce moment beaucoup de profit compte tenu de la remontée du prix de l'essence. Quelle drôle d'histoire ! »

De l'hebdomadaire régional du groupe Hersant jusqu'aux duettistes du Front de Gauche, tous sont d'accord: les ouvriers ont un « comportement responsable et constructif » (Liberté Dimanche, 4 novembre) et « ont démontré par leurs compétences que l'entreprise était viable et rentable » (communiqué du PCF, 16 octobre) et « que la poursuite du site était possible et rentable » (communiqué du PG, 16 octobre). Si c'est vrai, les travailleurs ont seulement montré aux bourgeois que les travailleurs pouvaient s'exploiter eux-mêmes encore plus que ne réussissaient à le faire les patrons.

La seule critique émise contre cette stratégie défaitiste vient du Comité NPA de Renault-Cléon. Son bulletin du 26 octobre distribué dans l'usine s'en prend (enfin !) à l'intersyndicale: « Si la situation n'était pas tragique, avec le risque de voir des centaines de familles se retrouver sur le carreau, on pourrait rire de l'attitude de l'intersyndicale de PETROPLUS. [...] les représentants de l'intersyndicale ont passé leur temps à vanter les mérites de l'entreprise NET OIL, candidate à la reprise du site [...]. Plus fort encore, elle signait la veille un communiqué commun avec NET OIL, dont il ne faut pas être un fin analyste financier, pour comprendre que ce repreneur n'est rien d'autre qu'un Bernard Tapis ou qu'un Lakshmi Mittal, patron d'Arcelor, qui vient d'officialiser la fermeture des hauts fourneaux de Gandrange ». Il reproche également à celle-ci qu'« A force de remettre la préparation de la

(Suite en page 4)

Mali ...

Ni les populations du nord-Mali, Touaregs ou non, ni en général les masses pauvres maliennes, ni les prolétaires, n'ont rien à gagner d'une intervention militaire impérialiste, dont d'une façon ou d'une autre ils feront les frais.

Les maux dont souffrent les masses maliennes ne seront pas résolues par la guerre, mais par la lutte sociale et politique contre les racines de l'oppression : la seule voie pour résoudre les problèmes qui se posent aux prolétaires des pays capitalistes comme aux masses maliennes, réside dans la **lutte contre l'ordre impérialiste international** : c'est lui qui condamne d'un côté des populations entières à végéter dans une misère sans espoir, et de l'autre les prolétaires du monde entier à subir une exploitation toujours plus grande.

Et dans cette lutte ce sont les prolétaires des pays impérialistes qui ont la responsabilité la plus grande, parce que ce sont eux qui peuvent frapper au coeur le capitalisme mondial et détruire son ordre inhumain.

Non à toute intervention militaire impérialiste française au Mali ! Impérialisme hors d'Afrique ! Vive la révolution communiste mondiale !

08/10/2012

(1) Voir Le Figaro, 23/9/12. Cet article apparemment très bien informé par des sources militaires françaises parle aussi d'un « rôle trouble » des autorités algériennes, parce qu'elles chercheraient à négocier. www.lefigaro.fr/international/2012/09/23/01003-20120923ARTFIG00152-mali-la-france-en-pointe-contre-aqmi.ph Les troupes spéciales françaises sont basées au Burkina Faso www.marianne2.fr/blogsecretdefense/Mali-le-COS-est-bien-present-au-Sahel-contrairement-a-ce-que-dit-Laurent-Fabius_a763.html

(2) www.jolpress.com/international-mali-intervention-armee-militaire-assemblee-generale-onu-islamistes-nord-aqmi-ansardine-mujao-touaregs-mmla-charia-article-813612.html

(3) Le Monde, 1/10/2012. Le premier ministre est menaçant: « il faut dès maintenant sécuriser les grandes villes du Mali ». Qui vise-t-il vraiment, sinon les opposants à sa politique capitaliste parmi les masses ?

PETROPLUS ...

(Suite de la page 3)

bagarre à mener aux calendes grecques, c'est l'un des ténors du PS, Guillaume Bachelay, qui apparaît comme combatif alors que ses amis au gouvernement refusent de prendre les vraies mesures pour l'emploi.

Ce constat tardif – *Vae Victis!* – ne remet pas en cause l'orientation réformiste du NPA et son suivisme servile par rapport à la CGT. La conclusion du NPA Cléon est en réalité tout aussi bourgeoise que celle de la bonze-rie: «nationaliser sous le contrôle des travailleurs les entreprises qui licencient».

LE MYTHE DE LA «NATIONALISATION SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS»

Face aux difficultés pour trouver un «repreneur» sérieux, la CGT a un second fer au feu: la prise de contrôle de l'entreprise par l'Etat. L'Union départementale réclame la «réquisition» de l'entreprise avec un argument dont la nullité le dispute à la pire servilité: «C'est ce qu'avait fait le précédent gouvernement, lors du conflit des retraites en 2010, en s'appuyant sur l'article 4101 du code pénal, pour briser la grève des salariés de la raffinerie de Grandpuits, au motif de l'intérêt national» (communiqué du 18 octobre). Pour sa part, la Fédération CGT de la Chimie appelle le gouvernement à «Préempter la raffinerie de Petroplus Petit-Couronne comme premier pas vers une nationalisation complète du secteur de l'énergie» (communiqué du 16 octobre).

Le Front de gauche et l'«extrême» gauche gauchissent cette revendication. Le Front de gauche revendique «dès maintenant, la réquisition et la nationalisation de la raffinerie sous contrôle social de la raffinerie, et ce, sous le contrôle des salariés eux-mêmes» (communiqué du FdG 76) et le PCF réclame une nationalisation «avec de nouveaux droits d'intervention pour les salariés et les citoyens» (communiqué du PCF, 16 octobre).

La GR demande rien de moins que la «Nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs du secteur de l'énergie, en lien avec la population» (*gr-socialisme.org*, 26 avril). La Riposte avance la même revendication étatiste et démocratique: la nationalisation «sous le contrôle démocratique des travailleurs [qui] ont prouvé que la classe ouvrière organisée peut gérer de façon rationnelle [sic!] son outil productif.» (*www.lariposte.com*, 3 mars)

Dans un communiqué, le NPA propose une solution différente mais tout aussi capitaliste: «Le gouvernement français peut contraindre Shell à reprendre Petroplus Petit-Couronne et l'ensemble de ses salariés, sous la menace de la réquisition de ses biens et de ses avoirs en France, sous la menace du remboursement de toutes les aides publiques...» (communiqué du NPA, 16 octobre) L'objectif final étant la création d'un «service public de l'énergie, après réquisition de tous les grands groupes comme Total ou Shell», cela devant permettre que «La production et la distribution de l'ensemble de l'énergie [soient] indépendantes... de la loi du profit» (*Tout est à nous*, 25 octobre): l'essence gratuite?

Quoi qu'il en soit, nous sommes en présence d'une absurdité typiquement petite-bourgeoise: un capitalisme régulé par des monopoles publics échappant à la loi du profit, tout en laissant intact l'Etat capitaliste chargé d'assurer la fonctionnement de cette loi!

Dans la même veine, Lutte Ouvrière proclame que «Shell doit payer!». L'organisation trotskiste reproche au gouvernement de ne pas «se donner les moyens de faire payer les responsables de cette situation, à commencer par la Shell» (*Lutte Ouvrière*, 26 octobre). Cela va bien évidemment de pair avec sa vieille revendication d'une interdiction des licenciements par une loi «qui servirait de point d'appui pour les travailleurs qui se battent pour leur emploi» (*Lutte Ouvrière*, 27 juillet). Ah, si seulement le gouvernement écoutait L.O.-les-bons-conseils et faisait voter de bonnes lois, la lutte ouvrière serait tellement plus facile!

Fondamentalement, c'est toujours la même orientation: appeler l'Etat capitaliste à intervenir et à investir dans l'économie. Cette revendication de nationalisation est tellement révolutionnaire qu'elle est également défendue par Emmanuel Maurel (communiqué du 22 octobre), le chef de l'aile «gauche» du PS et allié de Benoît Hamon, ministre de Hollande.

Dès la fin du XIXe, le socialiste Paul Lafargue avait dénoncé le caractère anti-prolétaire des revendications de nationalisation en écrivant «En ce moment l'on est en train de fabriquer un communisme à l'usage des bourgeois: il est bien modeste; il se contente de la transformation de certaines industries en services publics; il est surtout peu compromettant; au contraire, il rallie nombre de bourgeois» (*Le communisme et les services publics*, 1882, brochure republiée par... Lutte Ouvrière, Ed. Les Bons Caractères).

Cette vieille idiotie opportuniste fait comme si l'Etat était au-dessus des classes et de la loi du profit. Les partisans de la nationalisation «oublient» que la nationalisation, comme de la privatisation, signifie restructuration donc licenciements, accroissement de l'exploitation, puisqu'elle ne supprime pas la loi de la valeur, base de fonctionnement du Capital.

La nationalisation «sous le contrôle des travailleurs» est tout aussi néfaste. Réclamer de l'Etat bourgeois qu'il assume lui-même la gestion capitaliste des entreprises en y associant les «représentants» des ouvriers est une revendication profondément bourgeoise.

Même nationalisées, les raffineries devront encore observer les lois du capitalisme. Sinon, elles feront faillite. Les entreprises capitalistes ne peuvent jamais être «sous contrôle ouvrier», c'est un paradoxe: le caractère capitaliste d'une entreprise ne tient pas à ce qu'elle est gérée par un patron cupide et un méchant encadrement, mais à ce qu'elle est un rouage d'une économie fondée sur le salariat et l'échange marchand. Il est bien plus absurde de s'imaginer qu'il est possible d'échapper aux lois du capitalisme dans le cadre d'une entreprise, qu'en fondant des communautés communistes isolées comme le rêvaient les socialistes utopiques du début du dix-neuvième siècle. Sauf à croire Cela revient à l'ignoble mensonge que le socialisme n'est qu'un capitalisme géré démocratiquement par les ouvriers (et «la population»).

Ce «contrôle ouvrier» (ou cette autogestion) conduirait les prolétaires à s'enchaîner eux-mêmes aux lois du capital et remplacerait l'exploitation par l'auto-exploitation des travailleurs parce qu'ils sont «propriétaires» de leur lieu de travail et de la production et parce qu'ils s'appliquent eux-mêmes les cadences, la flexibilité, les horaires, la production à fournir, les effectifs nécessaires, la gestion à tenir, les plans à élaborer, etc. Leur titre de propriété, loin de leur faire accéder à la classe supérieure, loin de les libérer de la condition prolétarienne de sans-réserves obligés de vendre leur force de travail pour vivre, les y enchaînerait au contraire beaucoup plus solidement.

Le socialisme est la négation du capitalisme d'Etat et de la «gestion» de l'entreprise par les salariés, idées chères à la bureaucratie CGT... et aux trotskistes.

Dans un style «alternatif», Solidaires Industrie (qui regroupe les syndicats SUD) se veut radical mais diffuse les mêmes illusions réformistes d'une bonne gestion des entreprises capitalistes: «Les fermetures d'usines, les suppressions d'emplois [...], plusieurs solutions existent pour les empêcher, dont une que nous porterons haut et fort dans les prochains mois: celle d'un droit de veto pour les comités d'entreprise sur les décisions dites stratégiques, et notamment les questions d'emplois. Fralib, Petroplus, Technicolor, PSA et toutes les autres entreprises concernées pourraient utiliser ce droit supplémentaire offert aux salarié-e-s via leurs représentants du personnel pour s'opposer à des projets provoquant des licenciements par centaines ou par milliers» (*Le grain de sable*, mai-juin 2012).

Alternative Libertaire reprend cette revendication à la une de son journal de septembre. Elle le présente comme une «option, plus radicale et en cohérence avec un projet autogestionnaire». Les CE sont une véritable école de gestionnaires et de bureaucrates, ainsi qu'un puissant moyen d'in-

tégration des salariés à l'entreprise. Leur renforcement ne pourrait qu'enchaîner encore davantage les prolétaires en exaltant le corporatisme d'entreprise. AL est surtout radicale dans sa défense de la collaboration de classe!

* * *

A Petroplus – comme à Fralib, Arcelor-Mittal, PSA et ailleurs – les syndicats tricolores et leurs larbins d'«extrême» gauche ont tout fait pour stériliser la nécessaire riposte prolétarienne. **Les prolétaires doivent renouer avec les méthodes et les buts de la lutte classiste. Ils doivent rompre avec les impasses de la défense de l'entreprise et du service public, du respect de l'intérêt général et de l'économie nationale.**

Ce qu'il faut, c'est la **lutte prolétarienne ouverte**, unifiant les travailleurs sur des objectifs de classe, une lutte combattant la division voulue par les patrons et leurs larbins. Il est évidemment d'abord nécessaire de riposter dans chaque entreprise menacée, mais il faut étendre la lutte au dehors par l'organisation de la solidarité de classe et

dans la perspective d'un mouvement le plus large possible.

Ce n'est pas ce que font les organisations syndicales et les partis réformistes: ils s'efforcent d'empêcher la lutte par tous les moyens, ils sabotent la mobilisation dans les entreprises menacées, ils font reprendre le travail aux prolétaires en grève, ils isolent les plus combatifs – tout en organisant des initiatives spectaculaires qui ne sont rien d'autre que des soupapes de sûreté. Les prolétaires ne peuvent pas compter sur eux, mais seulement sur leur propre lutte, sur leur propre détermination, sur leur propre organisation.

Non aux licenciements! Salaire intégral aux licenciés, en cas de réduction d'horaires, aux chômeurs!

Lutte de classe ouverte contre le patronat et son Etat! Rupture avec les agents bourgeois implantés dans la classe ouvrière!

Non à la concurrence entre prolétaires! Pour la lutte avec les moyens et les méthodes de classe!

10/11/2012

Sans-papiers: Poursuite de la politique anti-ouvrière

(Suite de la page 1)

non plus la tradition séculaire en France du maintien de l'ordre social par la division des travailleurs selon la nationalité, qui trouve dans la figure du «travailleur clandestin» un bouc-émissaire commode. Ce n'est pas au moment où le gouvernement s'active à diminuer le salaire réel des prolétaires sous prétexte de compétitivité, qu'il va renoncer à cette politique anti-ouvrière!

Les organisations et syndicats qui avaient participé à la concertation voulue par le ministre ont eu une «réaction mitigée» à la circulaire, selon *Le Monde* du 29/11. A ce jour, la CGT n'a pas réagi officiellement, mais elle aurait une «grosse déception» d'après le quotidien; alors que le texte «reprend une bonne partie» de ce qu'elle avait négocié après le mouvement de juin 2010, il maintient l'impératif de pouvoir justifier 5 ans de présence en France.

«France Terre d'Asile» voit dans la publication de cette circulaire «une bonne chose», tout en regrettant par exemple que les critères pour la régularisation de parents d'enfants sans-papiers soient «plus sévères» que celles édictées par Sarkozy en 2006 (1)! La Ligue des Droits de l'Homme se lamente que le ministre n'ait guère tenu compte des propositions des associations qui auraient eu «une place de dupes»; cela ne l'empêche cependant pas de réaffirmer «la nécessité d'un débat sur l'immigration, et d'une réforme législative du droit au séjour, du droit d'asile et du contentieux de l'éloignement respectueuse des droits fondamentaux» (2). Il est vrai que le rôle de dupe est inévitable pour les partisans d'une politique bourgeoise respectueuse des droits fondamentaux...

Si de son côté le RESF trouve «quelques avancées» dans la circulaire, il estime qu'il s'agit d'une «régularisation au rabais qui ne règle rien», en gémissant qu'«en matière d'immigration, la gauche est au pouvoir, mais c'est toujours peu ou prou la droite qui gouverne» (3). Et il termine en écrivant: «Pour RESF en tout cas, et pour tous ceux qui le soutiennent, parmi lesquels de très nombreux élus socialistes [sic!], l'heure reste aux mobilisations de terrain pour imposer aux préfetures l'appréciation la plus favorable des situations et surtout pour faire passer l'idée qu'une autre politique est possible et nécessaire, plus généreuse et plus respectueuse des droits fondamentaux».

Donc le RESF ne fixe plus à la mobilisation que «d'imposer» l'application la plus favorable de la circulaire (et de faire passer une idée)! Cela signifie qu'il accepte de fait le cadre fixé par le gouvernement, et d'ailleurs comment lui serait-il possible de faire autrement s'il veut conserver l'appui «de très

nombreux élus socialistes»?

En réalité toutes ces organisations, de la CGT à la LDH, RSF et cie, n'ont pas été les dupes du gouvernement, ou alors les dupes volontaires; leur participation à la mascarade de la concertation avait pour fonction d'empêcher toute mobilisation véritable, toute action de masse comme celles qui ont imposé des régularisations de masse aux gouvernements de gauche antérieurs.

Les prolétaires, eux, ne peuvent être surpris ou déçus par les décisions gouvernementales; non seulement Hollande avait clairement dit pendant la campagne électorale qu'il n'y aurait pas de régularisation massive, mais dès les premiers jours Valls a enfoncé le clou en amplifiant la campagne démagogique et raciste anti-Roms initiée par Sarkozy (il n'y a jamais eu autant d'expulsions).

La question des travailleurs sans-papiers n'est pas un problème qui pourrait être «régulé» par une «politique plus généreuse et respectueuse des droits» comme le répètent les perroquets démocrates.

C'est un **problème de classe**: les prolétaires ne peuvent laisser une partie de leur classe dans une situation de faiblesse particulière vis-à-vis des patrons et de l'Etat, sans affaiblir la classe toute entière. Le soutien aux travailleurs sans-papiers ne relève pas de la générosité ou de la charité, c'est un **besoin élémentaire** de la lutte ouvrière qui implique l'unité la plus large possible contre l'ennemi de classe. Sur cette question comme sur les autres, l'action du gouvernement ne vient pas de ce qu'il serait «trop mou» ou qu'il refuserait «la confrontation idéologique avec la droite ou l'extrême droite» comme l'écrit le RESF; gouvernement de partis bourgeois, il agit logiquement en faveur des capitalistes; c'est, au même titre que ses prédécesseurs, un **adversaire des travailleurs** qui ne peuvent attendre de lui que des mauvais coups. Seuls ceux qui ont intérêt à ce que la classe ouvrière continue à recevoir des coups sans réagir peuvent prétendre le contraire!

Régularisation immédiate et sans conditions des travailleurs sans-papiers! Arrêt des expulsions et des refoulements!

Abrogation de toutes les entraves à la circulation des prolétaires!

Union dans la lutte des prolétaires immigrés et français, avec ou sans-papiers! Non au contrôle de l'immigration!

(1) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/11/28/01016-20121128ART-FIG00494-sans-papiers-les-nouveaux-criteres-de-regularisation.php>

(2) <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article131884>

(3) <http://www.education.sansfrontieres.org/article45324.html>

Journée d'action syndicale du 14 novembre

Ce n'est que par la lutte ouverte pour la défense exclusive des intérêts prolétariens qu'il est possible de se défendre contre le capitalisme !

PROLÉTAIRES!

Confrontée à la dégradation de ses conditions de vie, à la généralisation des licenciements, du chômage et des restrictions dans les services de base comme la Santé, les transports, la sécurité sociale, la classe ouvrière se trouve inexorablement placée devant le dilemme: accepter la situation de misère dans laquelle la bourgeoisie veut la plonger ou se mettre à lutter réellement.

Les mesures prises contre la crise, qui sont en réalité des mesures anti-ouvrières, ne résolvent rien. En France elles n'ont rien résolu après la «réforme» des retraites, et celles que le gouvernement a dernièrement décidé de prendre sous la pression des capitalistes ne résoudront rien non plus.

Pour la classe bourgeoise la crise économique se traduit par une réduction drastique de ses profits; la concurrence capitaliste qui part de la lutte d'une entreprise contre ses concurrents pour aller jusqu'aux affrontements entre pays, rend toujours plus difficile la reprise des profits qui sont nécessaires aux capitalistes pour faire vivre leur système économique; inévitablement ces difficultés retentissent directement sur les conditions de vie et de travail du prolétariat qui est toujours plus exploité (exploitation signifie plus grand extorsion de travail non payé). Les salaires toujours plus bas pour les prolétaires employés et les licenciements en masse correspondent aux mesures les plus directes que prennent les capitalistes pour chercher à rétablir le taux de profit perdu dans la crise.

Si les services de base qui servent à la grande majorité des prolétaires subissent des coupures, c'est parce que la classe bourgeoise ne veut pas qu'une partie de ses profits déjà réduits par les difficultés économiques, soit dépensée pour maintenir les conditions de vie des prolétaires: en conséquence, le système économique bourgeois condamne une partie de plus en plus nombreuse des prolétaires à la misère.

Le problème n'est pas que les gouvernements européens se sont engagés dans une mauvaise politique; l'«austérité» est une nécessité pour la bourgeoisie face à la concurrence sauvage engendrée par l'économie capitaliste, la crise économique mondiale ne faisant qu'aggraver la situation pour chaque économie nationale. Et ce sont évidemment les économies les plus faibles comme en Irlande, au Portugal, en Grèce, mais aussi en Espagne, en Italie et en France qui subissent le plus les effets négatifs de la crise, qui ne fait pas disparaître la concurrence capitaliste, mais l'aggrave au contraire.

PROLÉTAIRES!

La classe bourgeoise, comme l'écrivait déjà *Le Manifeste* de Marx-Engels, est toujours en lutte: contre des fractions de sa même classe en opposition d'intérêts, et contre la bourgeoisie des autres pays pour défendre ou accaparer des parts de marché; mais aussi et toujours contre le prolétariat pour le maintenir dans l'esclavage salarié nécessaire à l'extorsion des profits, et pour défendre sa domination sociale.

C'est le système capitaliste qui impose à la classe bourgeoise de réduire à la misère de plus en plus de prolétaires; c'est le système politique bourgeois qui impose à la classe dominante de prendre des mesures de contrôle social rigides et dictatoriales que la démocratie formelle ne réussit qu'à grand peine à voiler. Dans les usines, dans les entreprises comme dans la vie quotidienne, tout travailleur, tout prolétaire vit dans sa chair une situation d'insécurité, de précarité, de misère qui n'a pas d'issue dans une société entièrement orientée vers la recherche du profit.

En raison des effets dévastateurs de la crise et de l'influence encore dominante des forces réformistes sur la plus grande partie du prolétariat dans tous les pays, la démoralisation et l'hésitation à réagir par la lutte classiste à la dégradation continue des conditions d'existence, n'ont cessé de s'amplifier dans les rangs ouvriers.

Cependant la réaction élémentaire spon-

tanée à des conditions de vie et de travail intolérables ont dans certains cas poussé les masses prolétariennes à manifester leur mécontentement et parfois, comme en Grèce à des affrontements de rue. Les conflits sociaux sont inévitables et la classe bourgeoise est toujours prête à y faire face: l'Etat avec sa police, son armée, ses juges et ses divers corps de fonctionnaires est là pour démontrer que la bourgeoisie est prête à défendre ses intérêts de classe par tous les moyens, pacifiques quand cela suffit, mais aussi violents quand le «dialogue entre les partenaires sociaux» et les différentes «négociations» avec les forces représentait les travailleurs ne réussissent plus à contenir la colère de ces derniers.

La crise économique ne frappe pas seulement les prolétaires; touchant aussi des couches de la petite et moyenne bourgeoisie, elle ruine des boutiquiers, des artisans, des professions libérales et d'autres catégories des dites «classes moyennes» ou de l'aristocratie ouvrière, couches qui servent de base sociale au réformisme, à l'interclassisme, au collaborationnisme. Ce sont précisément les forces du collaborationnisme syndical et politique, davantage que les forces ouvertement bourgeoises, qui sont à l'oeuvre pour contrôler les tensions sociales et étendre les incendies provoqués par la situation des masses, ce sont elles qui ont organisé les manifestations du 14 novembre.

PROLÉTAIRES!

Sur l'initiative de la C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats), vous êtes appelés à vous mobiliser contre les «politiques d'austérité», contre la «baisse des dépenses publiques» et pour un «contrat social européen». En France, la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA et Solidaires appellent à des manifestations sur ces et pour la défense de la «cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux».

Il s'agit là des poncifs les plus éculés du réformisme le plus trivial au nom desquels les forces anti-ouvrières ont toujours vendu les intérêts élémentaires des travailleurs. Aujourd'hui, dans une période d'attaques toujours plus violentes contre les conditions de vie des travailleurs, ces **collaborationnistes** osent encore parler de cohésion sociale, de dialogue social et de contrat social, alors que c'est l'**affrontement social**, la **lutte de classe**, qui est un besoin urgent pour riposter aux capitalistes.

L'objectif affiché par les syndicats constitue une nouvelle capitulation devant l'ennemi de classe du prolétariat, la classe dominante bourgeoise; et c'est une **capitulation sans condition** parce que les capitalistes ont déjà fait passer sous le gouvernement précédent – avec l'accord tacite des organisations réformistes – toute une série de mesures anti-ouvrières, et qu'ils se préparent à en faire passer d'autres sous le gouvernement actuel. Et cela continuera jusqu'à ce que les capitalistes trouvent face à eux une force prolétarienne unie, organisée et déterminée à la lutte, au lieu d'une masse démoralisée, désunie et déchirée par ses divisions internes, par la concurrence entre jeunes et vieux, hommes et femmes, français et immigrés, etc.

La «riposte» que les syndicats collaborationnistes prétendent vouloir opposer aux politiques d'austérité ne sert qu'à désorienter et égarer les prolétaires dans un cercle vicieux parce qu'ils font dépendre la revendication du maintien des amortisseurs sociaux et du refus de la flexibilité du travail d'une politique de «relance économique» et de redistribution des profits selon une «justice sociale» que la société bourgeoise n'a jamais été et ne sera jamais capable de réaliser.

Croissance économique signifie sous le capitalisme accroissement des profits et il n'y a pas d'autre moyen pour cela que l'accroissement de l'exploitation de la force de travail; en période de crise, où les marchés sont saturés par la surproduction, les profits ne peuvent être préservés que par la baisse des salaires réels.

La «journée d'action» organisée le 14 novembre par les syndicats européens, même si elle se traduit dans certains pays où le mécontentement des prolétaires va croissant, comme en Espagne, par une grève générale et non par les habituelles manifestations-procèsions, a en réalité une fonction **anti-prolétarienne**: l'orientation centrale donnée à cette journée, c'est la **reprise économique** (qui ne peut être autre chose que **l'accroissement de l'exploitation**), et non pas la défense intransigeante des conditions de vie et de travail des masses prolétariennes; les syndicats collaborationnistes voudraient en outre que les prolétaires se mobilisent pour obtenir un «contrat social» avec les capitalistes.

Mais les intérêts prolétariens sont complètement opposés à ceux des exploités capitalistes et de leurs laquais. Toute la propagande sur «l'intérêt général», sur la patrie et sur l'économie nationale qu'il faudrait défendre, ne sert qu'à faire admettre aux prolétaires qu'ils doivent consentir aux sacrifices, admettre des baisses de salaire, se résigner aux licenciements.

L'«intérêt général», ce n'est en réalité jamais autre chose que **l'intérêt du capital!**

PROLÉTAIRES!

Pour changer cette situation, pour résister à la dégradation continue de leurs conditions de vie, pour freiner les licenciements et maintenir autant que possible les salaires à un niveau acceptable par rapport au coût de la vie, les travailleurs doivent **prendre la lutte en mains**: il leur faut rompre avec la politique conciliatrice des directions syndicales et lutter au contraire pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe.

Dans la société capitaliste, l'ouvrier est celui qui est soumis à une exploitation quotidienne pour soutenir toute la société: c'est cette société, ce pays, qui vit sur le dos de l'ouvrier! Il n'y a pas d'intérêt commun entre prolétaires et capitalistes, malgré tous les efforts du collaborationnisme politique et syndical pour le faire croire.

La lutte prolétarienne deviendra une lutte de classe quand elle s'attaquera réellement aux intérêts de la classe qui détient la propriété des moyens de propriété, afin de la faire céder devant les revendications des travailleurs.

Pour y arriver il est nécessaire d'utiliser des méthodes et moyens réellement **classistes**, comme la grève illimitée et sans préavis, sans respect du service minimum, etc., qui paralysent effectivement la production et la distribution afin d'exercer une pression réelle sur la résistance capitaliste; une grève qui soit organisée et défendue contre les attaques des forces ennemies mises en œuvre par les patrons, l'Etat ou les forces du collaborationnisme; des méthodes et des moyens inspirés de la solidarité de classe pratique pour laquelle même une lutte partielle concerne tous les travailleurs et doit être soutenue sans hésiter par tous.

Avec ces méthodes les prolétaires pourront non seulement combattre les conséquences les plus graves de leur exploitation, mais ils pourront aussi lutter contre la concurrence qui les divise en permanence pour trouver un emploi ou maintenir leur salaire, et qui est utilisée par les capitalistes pour les réduire à l'impuissance.

En surmontant cette concurrence il est possible de maintenir une organisation, même minime, pour lutter contre les attaques bourgeoises et la dégradation des conditions de vie et de travail dans tous les domaines.

La grève doit redevenir une véritable **arme** de lutte prolétarienne, et non une offensive **souape de sécurité** utilisée par le collaborationnisme interclassiste pour sauver la paix sociale et perpétuer l'asservissement du prolétariat à la classe bourgeoise!

PROLÉTAIRES!

La crise capitaliste est bien loin d'être terminée. Et les mesures de choc avec lesquelles la bourgeoisie entend sortir de la crise en s'attaquant aux travailleurs sont

également bien loin d'être les dernières.

Il revient au prolétariat de sortir de sa crise politique et organisationnelle, en rompant avec la collaboration entre les classes, en luttant contre la politique d'unité et de conciliation nationales pour la défense de l'économie du pays, en mettant sur pied ses organisations de classe pour la lutte immédiate, préparant à travers elles la lutte générale contre tous ses ennemis.

- Pour la reprise de la lutte de classe !

- Contre l'orientation collaborationniste des syndicats et leurs méthodes qui ne conduisent qu'à la défaite !

- Contre toute alliance démocratique et interclassiste avec les organisations réformistes pro-capitalistes, camouflée derrière une prétendue «unité ouvrière» !

- Pour la défense exclusive et intransigeante des conditions de vie de la classe ouvrière !

08/11/2012

« Il Comunista » Nr. 126-127 - Ottobre 2012

Nell'interno

- Sotto il mito dell'Europa Unita covano gli antagonismi fra le singole potenze imperialistiche e maturano, inesorabilmente, insanabili contrasti che porteranno verso la terza guerra mondiale se la rivoluzione proletaria non la fermerà prima
- Sud-Africa. Massacri sono sempre i proletari!
- Ilva di Taranto: Morire per il capitale o lottare per vivere!
- Come alla Fiat, anche all'Ilva c'era il «Reparto confino»
- La concertazione tra sindacati operai, padronato e governo è stato il cappio al collo del proletariato italiano
- Il terremoto in Emilia-Romagna: Il capitalismo lucra sistematicamente sulle sciagure
- Il riscatto del sistema bancario in Spagna.
- Scioperi nelle miniere delle Asturie e nel metalmeccanico di Vigo
- Sulle contraddizioni interne dello sviluppo del capitalismo
- La «marcha negra» dei minatori spagnoli. In scena la parodia della lotta di classe
- La classe del proletariato, dovrà indirizzare la sua azione di lotta verso la comunanza di interessi di classe, coi metodi e i mezzi della lotta di classe e non con i metodi della violenza individuale
- Alcuni cenni sulla Siria (3): la Siria indipendente
- Le lotte degli studenti in Canada
- Cuba: molto tempo fa, «un carretero alegre pasó»...
- Ancora i minatori in prima linea: Lottiamo ad oltranza, ormai siamo in guerra!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

Nouvelle publication du Parti « el proletario » No 1 - Diciembre de 2012

- El capitalismo español a la deriva
- ¿ Por qué «El Proletario» ?
- Marx sobre la deuda pública
- Rescate del sistema bancario a España. Las burguesías española e internacional prometen a los proletarios más explotación, más sufrimiento y más miseria con el fin de sanear su economía.
- La huelga de los mineros
- Marcha negra. El teatro de la lucha de clases
- Masacre de mineros huelguistas en Sudáfrica
- Crisis y lucha en Portugal
- Cuba: Hace lustros, «un carretero alegre pasó»...
- La lucha estudiantil en Quebec
- Huelga general del 14 de noviembre.

Órgano del partido comunista internacional - precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US\$ 1,5; USA y Cdn: US\$ 2.

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps Précisions à propos de «Marxisme et Misère» et «lutte de classes et 'offensives patronales'»

(Suite de la page 1)

table rigueur, sûr de rendre la théorie plus compréhensible pour les ouvriers que s'il avait adopté un appareil mathématique.

Rosa Luxembourg discute sur la répartition de la production entre capitalistes et ouvriers au moyen de déductions numériques. Boukharine adopte des formules algébriques.

Ce problème fera ailleurs l'objet d'études ultérieures; pour l'instant il nous faut modestement faire remarquer que les calculs doivent tenir compte de la surpopulation relative, qui fait partie du prolétariat, qui vit, et donc consomme des produits qui doivent être pris en compte, qu'ils viennent des formes inférieures et anormales de travail, de la vente de meubles et d'ustensiles achetés lorsqu'ils avaient un emploi, de la solidarité des non-possédants, et enfin des mesures toutes plus mesquines les unes que les autres, de la charité des riches et du réformisme légaliste. Ce qui paie en définitive, c'est toujours l'effort de la minorité ouvrière au travail, à travers le système complexe de l'économie moderne, privée, associée et publique.

Du reste, le *Manifeste* avait déjà dit qu'un des signes que la bourgeoisie doit crever, est qu'elle «ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui». Les répugnantes institutions du genre de l'E.R.P. sont un nouveau gage que «la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables».

* * *

Reprenons la description des couches de la population laborieuse que Marx situe avant

sa loi générale, après s'être demandé: quel est l'effet du mouvement de l'accumulation capitaliste sur le sort de la classe salariée?

Les points fondamentaux de son exposé sont simples.

Mise à part la diminution du nombre des capitalistes et des entreprises et l'augmentation accélérée de l'importance économique de chacune (concentration, centralisation dont il est question dans la première partie du chapitre), l'accroissement du capital social, ou accumulation, détermine en général avec le progrès technique, une **diminution** du capital-salaires par rapport au capital total.

Cependant la masse du capital-salaires continue de manière générale à **augmenter**.

Dans une phase ascendante, d'expansion, de prospérité:

- le nombre de salariés employés dans l'industrie augmente;
- le taux des salaires augmente aussi;
- la productivité du travail augmente également.

Dans une phase descendante, de contraction, de crise périodique:

- le capital-salaires total augmente, mais trop lentement, ou reste stationnaire;
- le nombre des prolétaires continue à augmenter;
- le nombre de ceux qui ont un emploi diminue;
- il se forme et s'étend l'**excédent relatif de la population ouvrière, ou armée de réserve**.

Par conséquent, Marx divise la population ouvrière, la classe prolétarienne, dans les catégories suivantes:

- 1) Armée industrielle active, les ouvriers ayant un emploi.
- 2) Surpopulation **flottante**, ouvriers qui entrent et qui sortent des usines selon l'évolution de la technique et les modifications qu'elle entraîne dans la division du travail.

3) Surpopulation **latente**, ouvriers qui quittent la campagne pour l'industrie quand ils le peuvent, en raison de leur difficulté à vivre aux marges de l'économie agraire.

4) Surpopulation **stagnante**, qui n'est que rarement appelée par la grande industrie: travailleurs à domicile, ouvriers employés dans des activités marginales et pour un salaire très bas.

5) Paupérisme officiel: a) chômeurs chroniques, bien que capables de travailler; b) orphelins ou enfants des pauvres; c) invalides ou inaptes au travail, veuves, etc.

6) En dehors de la classe ouvrière, et dans ce qu'on appelle le «lumpenproletariat»: délinquants, prostituées, pègre.

Dès que le capitalisme apparaît et se développe, toute cette masse, du fait des processus d'expropriations, perd toute possibilité de vivre d'autre chose que de son salaire. Mais en réalité seule une minorité a la chance de toucher un salaire, le reste vit comme il peut. Les lois de la population des économistes bourgeois sont illusoire; en fait, moins ces diverses couches fluctuantes travaillent, plus leurs conditions de vie sont mauvaises et plus elles prolifèrent «comme certaines espèces animales faibles et continuellement pourchassées».

Avec ce rappel fondamental, prémisses nécessaires pour des analyses ultérieures de l'accumulation, le passage de Marx sur la **loi absolue** devient limpide.

Il est clair que l'**antagonisme** découvert par Marx ne se situe pas dans le cadre de l'entreprise bourgeoise; ce n'est pas un antagonisme entre la paye de l'ouvrier et la grandeur du profit patronal.

L'antagonisme se situe dans la société, c'est un antagonisme entre les classes, la classe bourgeoise qui diminue, et la classe prolétarienne qui s'accroît.

Dans les calculs sur la répartition de la plus-value entre la consommation personnelle des patrons, les nouveaux investissements, les installations et les matières premières et les nouveaux salaires, il faut bien prendre garde à ne pas diviser la masse des

salaires par le nombre des ouvriers employés, mais par le **nombre total des prolétaires**.

Dans le premier cas, on voit monter les salaires et on encense le capitalisme, facteur de progrès et de civilisation. Dans le deuxième cas, on voit croître la faim et la misère de la surpopulation et s'exacerber l'antagonisme de Marx, prémisse de la révolution sociale.

La loi apparaît en pleine lumière. Plus il y a d'accumulation, moins il y a de bourgeois. Plus il y a d'accumulation, plus il y a d'ouvriers, et plus encore il y a de prolétaires au chômage total ou partiel, et de poids mort de surpopulation sans-réserve. Plus il y a d'accumulation, plus il y a de richesse bourgeoise et plus il y a de misère prolétarienne.

Le faux marxisme se résume dans la thèse selon laquelle le travailleur peut conquérir des positions avantageuses:

a) dans l'Etat politique avec la démocratie libérale;

b) dans l'entreprise économique avec des augmentations de salaire et des revendications syndicales. Et ce, parallèlement à la croissance de l'accumulation du capital. Le faux marxisme courtise avec la doctrine: selon laquelle l'augmentation de la production signifie l'augmentation de richesse sociale répartie entre «tous». Il a complètement trahi la loi fondamentale du marxisme.

De cette clarification découle, d'une part l'étude économique théorique de l'accumulation la plus moderne, d'autre part une conclusion sur la stratégie de la lutte de classe.

A partir des données de l'histoire, nous avons donc pu démontrer ceci: la théorie de «l'offensive» patronale bourgeoise capitaliste, sur le plan de l'Etat ou de l'entreprise, et sa fille, la pratique répugnante des «blocs» et des «fronts uniques», sont au centre du faux marxisme et constituent le comble de la trahison.

(1) *Le Capital*, Livre I, section VII, chapitre 25

Les grèves en Afrique du Sud démontrent la nécessité de l'organisation indépendante de classe

Les grèves en Afrique du Sud n'ont pas cessé malgré la répression gouvernementale et patronale comme lors du massacre de Lonmin cet été (36 morts), et les manœuvres anti-prolétariennes de la Confédération syndicale COSATU (qui fait partie de l'alliance au pouvoir aux côtés de l'ANC de Mandela et du PC sud-africain); un «comité national de grève» a été mis sur pied à Rustenburg à la mi-octobre pour coordonner les luttes des mineurs d'or de platine et de chrome.

A la mine d'or d'Harmony Gold près de Carletonville, la grève continue en dépit de la répression policière qui a fait 2 morts, de même que dans d'autres mines, à commencer par Amplast, qui exploite la plus grande mine de platine du monde. La société avait licencié 12 000 travailleurs pour grève illégale, mais elle a accepté de les réembaucher dans l'espoir de voir se terminer le conflit.

Cependant 12 novembre les grévistes rejetaient les propositions patronales (pas d'augmentation des salaires mais une prime unique de 4500 rands, soit 400 euros) et ils décidaient la poursuite de la grève qui durait depuis plus de 8 semaines. De son côté, le NUM, le grand syndicat des mineurs qui fait partie de la COSATU critiquait... les grévistes, coupables selon lui de violence et d'intimidation contre les travailleurs qui voudraient reprendre le travail (1)!

APRÈS LES MINEURS, LES OUVRIERS AGRICOLES DE LA PROVINCE DU CAP ENTRENT EN GRÈVE

A la mi-novembre les grèves ont gagné les travailleurs agricoles de la région du Cap. Les travailleurs y ont des conditions particulièrement détestables, comme l'a relevé un rapport récent de Human Rights Watch (2).

La grève a été là aussi spontanée, mais la COSATU a essayé d'en prendre la tête en spéculant sur le manque d'organisation des

travailleurs; profitant que la province est dirigée par l'opposition, elle a accusé les dirigeants politiques provinciaux d'être responsables de ces mauvaises conditions, alors que c'est le gouvernement central qui fixe le niveau du salaire minimum auquel sont payés les travailleurs.

Les grévistes demandent que leur paye journalière passe de R69 (7,8 US dollars) soit le salaire minimum en vigueur, à R150 (17 dollars). L'inflation particulièrement forte des produits alimentaires de base (la pâte de flocons d'avoine qui constitue l'aliment de base des ouvriers agricoles a ainsi augmenté de 40 à 63% depuis le début de l'année, alors que le taux officiel de l'inflation qui sert à fixer les salaires est de 6% !) fait que qu'ils touchent un véritable salaire de famine.

Les autorités ont répondu à la grève par la répression qui a fait deux morts et des blessés (la police ayant été secondée par des milices patronales).

Au bout de quelques jours, la COSATU a appelé à «suspendre» la grève, le gouvernement ayant «accepté» d'ouvrir des négociations dans les semaines à venir en vue d'augmenter le salaire minimum.

Mais les travailleurs ne se sont pas laissés duper et ils ont continué leur mouvement qui s'est étendu dans la province. A la mi-novembre lors d'un rassemblement de grévistes il a été décidé d'organiser des comités de grève pour diriger la lutte de façon indépendante.

Dans une tentative de diviser les travailleurs, le Premier Ministre de la province, Helen Zille, a accusé les immigrés et les sans papiers venus du Lesotho ou du Zimbabwe d'être responsables de la grève!

Puis, devant l'échec à arrêter le mouvement, le 28/11 Zille demandait au gouvernement central l'**envoi de l'armée** dans les campagnes pour empêcher la violence des grévistes. Aussitôt la COSATU a **soutenu** cette demande... pour protéger les tra-

vailleurs de la violence des patrons!!! (3)...

Les prolétaires sud-africains, que ce soit dans les mines, dans les usines se heurtent donc non seulement à la répression patronale et policière, mais aussi au sabotage ouvert, à l'action sans frein de **briseurs de grèves** des syndicats de la COSATU et du PC sud-africain; ils démontrent à leurs frères de classe du monde entier la nécessité de l'**organisation indépendante de classe** pour mener la lutte contre les patrons, mais aussi de l'organisation politique, du **parti de classe**, pour que cette lutte échappe aux pièges des larbins politiques et syndicaux des patrons, pour qu'elle ne soit pas emprisonnée dans les filets de la collaboration entre les classes et qu'elle puisse se hisser au niveau d'une **lutte générale contre le capitalisme et l'Etat bourgeois**.

LE RÉFORMISME DE L'EXTRÊME GAUCHE TROTSKYSTE

Mais cette orientation n'est pas celle défendue par les groupes politiques d'extrême gauche existant en Afrique du Sud.

Le *Spartacist South Africa* (section de l'organisation spartaciste *International Communist League*, dont la section en France est la LTF) reprenait dans son tract du 28 août (4) sa revendication de «*gouvernement ouvrier centré sur les Noirs*», revendication typiquement trotskyste qui derrière une appellation ronflante est en réalité purement **réformiste** et parlementaire: si le gouvernement préconisé par les Spartacistes était un gouvernement anticapitaliste, ils devraient ajouter qu'un tel gouvernement ne peut être obtenu que par la prise violente du pouvoir par le prolétariat, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. Tout autre gouvernement soi-disant «ouvrier» n'est qu'une fraude, une tromperie des travailleurs: il ne peut exister de gouvernement ouvrier dans le

cadre de l'Etat bourgeois, anti-ouvrier par nature!

Dans le même tract, à côté de la dénonciation du gouvernement de la triple Alliance et du NUM, la SSA appelle – justement – à l'autodéfense des grévistes. Mais les Spartacistes montrent qu'en réalité, comme tous les trotskystes, ils restent les mêmes éternels suivistes des appareils collaborationnistes anti-prolétariens, en critiquant les travailleurs qui quittent le NUM:

«*La réponse aux trahisons commises par les dirigeants du NUM et d'autres syndicats de la COSATU ne peut pas être simplement de les quitter pour constituer d'autres syndicats, ce qui tend à affaiblir les travailleurs*».

Ainsi donc, c'est l'organisation des travailleurs en dehors du syndicat qui appelle la police et l'armée pour briser les grèves, qui collabore avec les patrons, qui serait un facteur de division et d'affaiblissement des prolétaires!

Mais l'unité dont a besoin le prolétariat, ce n'est pas l'**unité avec les appareils collaborationnistes** qui paralysent, sabotent et combattent ouvertement les luttes ouvrières; c'est l'**unité avec les prolétaires** des autres entreprises, des autres secteurs, des autres **nationalités** pour la défense des intérêts communs aux prolétaires et à eux seuls; elle commence par l'organisation indépendante de classe, en dehors et contre ces appareils (pas seulement quelques «*dirigeants vendus*») qui pratiquent la **collaboration de classe** pour mieux défendre le capitalisme national et la patrie bourgeoise: c'est la leçon que les prolétaires sud-africains donnent aux travailleurs du monde entier.

Les autres organisations trotskystes sud-africaines, comme le *Democratic Socialist Movement* qui a une certaine influence parmi les mineurs, au point d'avoir été accusé d'être responsable de la poursuite des conflits, ont adopté des positions réformistes semblables.

Le DSM appelle par exemple au retrait de la COSATU de la Triple Alliance au pouvoir (5), comme si cela changerait quoi que ce soit à sa nature d'organisation collaborationniste anti-prolétarienne! La revendication ma-

L'extrême gauche et les élections au Venezuela

Les élections présidentielles au Venezuela du mois d'octobre dernier se sont conclues par la victoire de Chavez avec plus de 54% de voix contre 45% au candidat de la droite, Capriles, avec un taux important de participation. Ces élections ont donc constitué une victoire, non d'une prétendue «révolution bolivarienne» qui n'a jamais existé, mais de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de l'ordre capitaliste.

Les tensions entre les classes n'ont pas disparu au Venezuela, comme en témoigne la répression contre les militants ouvriers et les organisations revendicatives, la violence intrinsèque aux rapports sociaux n'a pas diminué comme le révèle la très forte délinquance, les massacres dans les prisons, etc.

Mais le prix élevé du pétrole, qui est la première ressource du Venezuela, a permis la rentrée dans les caisses de l'Etat d'une masse importante de revenus; la bourgeoisie et les classes parasitaires ont été de loin les premiers bénéficiaires des retombées de la rente pétrolière, toutefois le gouvernement a pu en utiliser une partie pour réduire la pauvreté, tout en développant le clientélisme; le premier septembre le salaire minimum a été ainsi augmenté de 17% après une précédente augmentation de 15% au premier mai; quoique partielle et rongée par une forte inflation (la plus forte d'Amérique Latine en 2011 avec 27,6%, elle a été 18% en octobre, en rythme annuel, ce qui représente un niveau historiquement bas), l'amélioration des conditions des masses est cependant indéniable et elle a été à la base, non seulement de la victoire de Chavez, mais plus généralement, de la réussite de la farce électorale et du succès du mécanisme démocratique.

Cette amélioration n'a pas supprimé l'exploitation et la misère liées à la condition prolétarienne, et elle est inévitablement restée limitée: par exemple, dans le domaine brûlant du logement, les chavistes se sont vantés que le gouvernement ait réalisé

«223.373 solutions de logement [sic]», alors même que selon les statistiques officielles le déficit des logements est de 3 millions, concernant 13 millions de personnes (1). Pourtant, non seulement pour le PC et ses acolytes, mais pour des courants qui se disent révolutionnaires comme les trotskystes de Marea Socialista (lié à la IVe Internationale dont fait partie le NPA), cela suffit pour justifier leur soutien au chavisme et leur entrisme dans le parti gouvernemental (PSUV). Le slogan de Marea Socialista était: «Le 7 octobre, Chavez président, le 8 octobre, débarrassons la révolution de ses bureaucrates!» (les «bureaucrates» étant censés être la cause de tout ce qui ne va pas). On attend toujours que M. S. passe à l'action...

Le soutien à Chavez et l'entrisme dans le PSUV est aussi la position du courant trotskyste «Tendance Marxiste Internationale», spécialisé dans le grenouillage dans les partis réformistes les plus anti-prolétariens (en France, sa section «La Riposte» fait de l'entrisme dans le PCF), voire ouvertement bourgeois, comme le Parti du Peuple Pakistanais (dont Benazhir Bhutto était la dirigeante avant son assassinat) qui est au pouvoir dans ce pays: le président du PPP, Asif Zardari, veuf de Bhutto, célèbre pour sa corruption (surnommé Monsieur 5%), est président du Pakistan: rien d'étonnant si ces gens s'enthousiasment pour un Chavez et répandent la fable de la perspective de la création prochaine, par décret présidentiel, de «conseils socialistes de travailleurs» pour réaliser une... co-gestion des entreprises!

* * *

Mais le désenchantement vis-à-vis du chavisme parmi un nombre croissant de prolétaires a conduit nombre de courants et d'organisations à prendre leurs distances par rapport au régime. C'est le cas du courant syndical «C.CURA» (Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire et Autonome) animé par Orlando Chirino. Autrefois chaviste, le trotskyste Chirino et son parti, le PSL (Parti Socialisme et Liberté) prétendent représenter une opposition de classe au chavisme et au capitalisme. Chirino s'est présenté aux élections présidentielles, sous le fier slogan: «Nous les travailleurs, nous devons gouverner!».

Son programme était en réalité décidément réformiste; les revendications d'augmentation des salaires, de suppression du travail précaire et de baisse de la journée du travail étaient mêlées à des revendications pacifistes petites-bourgeoises comme la «démocratisation des Forces Armées» ou intégralement bourgeoises comme la création d'un «puissant secteur agroindustriel d'Etat», la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale contre les multinationales, le tout dans une sauce interclassiste couronnée par la «démocratie des travailleurs et du peuple» fondée sur la gestion «directe» des entreprises par les travailleurs et les techniciens, le «contrôle ouvrier et démocratique», etc.

Cette candidature Chirino a néanmoins suscité l'enthousiasme de la plus grande partie de l'extrême-gauche trotskyste, y compris au niveau international où elle a été appuyée par de nombreuses organisations d'extrême gauche (pour la France, citons les trotskystes de la tendance «Courant Communiste Révolutionnaire» du NPA, du Groupe Bolchevik, du GSI, les Hekmattistes de Initiative Communiste Ouvrière, etc.). Cependant les organisations qui soutenaient Chirino faisaient toutes la précision que ce n'était qu'un «soutien critique», car elles avaient des divergences avec son programme.

La LTS (Ligue des Travailleurs pour le Socialisme, section vénézuélienne de la FTCL, regroupement trotskyste essentiellement présent en Amérique Latine, en dehors de la tendance du NPA dont nous venons de parler) appelait ainsi à voter pour Chirino tout en déclarant que «les élections bourgeoises sont le terrain de la bourgeoisie et de ses partis» (2) alors que «le terrain des travailleurs et des travailleurs est celui de la lutte de classe, c'est-à-dire l'affrontement avec les patrons».

Si l'on veut bien laisser de côté le fait que la lutte de classe ne se résume pas à la lutte

contre les patrons, mais signifie la lutte contre toute la classe bourgeoise et son Etat, cette affirmation de la LTS nous change heureusement de l'électorisme ambiant; malheureusement elle était immédiatement suivie par: «cela ne signifie pas que les travailleuses et les travailleurs n'interviennent pas sur le terrain ennemi pour l'affronter là aussi (...) en ayant la clarté politique de ne pas donner un centimètre de confiance aux options bourgeoises, c'est-à-dire aux candidats qui en dépit de leurs différences partielles coïncident amplement dans le maintien de l'ordre social existant».

Est-il vraiment possible d'affronter l'ennemi sur son terrain, ou bien le nécessaire affrontement doit-il se livrer en dehors et contre le terrain qui sert précisément à détourner le mécontentement et à prévenir les luttes, c'est la question cruciale que les faux marxistes de la LTS ne veulent pas et ne peuvent pas envisager...

Dans cette même déclaration la LTS affirme qu'elle a des désaccords avec Chirino, en faisant allusion dans une petite note que le PSL a «suivi une politique d'alliance politique avec des bureaucraties syndicales de l'opposition bourgeoise» (à Chavez- NdR). En réalité la LTS (comme d'ailleurs les autres organisations qui ont donné leur appui à Chirino) a gardé pendant la campagne un silence à peu près complet sur les compromissions de Chirino et du PSL avec d'importants secteurs bourgeois.

Non seulement Chirino et son parti ont constitué depuis 2009, sous prétexte d'unité à la base des travailleurs, un «Mouvement de Solidarité des Travailleurs» avec une fraction de la bonzerie syndicale qui a été expressément salué par le parti bourgeois Causa R; mais en outre Chirino a participé au printemps, à côté de personnalités capitalistes éminentes comme le président de la Fedecamaras (le MEDEF vénézuélien) et d'autres figures de la vieille bourgeoisie locale, à la constitution d'une «Alianza por la Venezuela que queremos todos»; placée sous le signe de la «réconciliation nationale» celle-ci a présenté lors d'une réunion publique 5 grands thèmes à proposer au pays, sur lesquels il y avait consensus de tous les participants; censé représenter les travailleurs, le fameux «candidat ouvrier indépendant» Chirino y a exposé le thème «entreprenariat et emploi digne», dans la perspective d'un développement dans l'équité (3).

Que valent les proclamations d'indépendance de classe et la lutte contre le capitalisme quand on tombe d'accord avec les capitalistes sur des objectifs fondamentaux du développement national? Assurément, rien. L'appel à la «réconciliation de tous les véné-

zuéliens» est-elle conciliable avec la lutte de classe? A l'évidence, non. Le prétendu défenseur des ouvriers Chirino, les **trahit** en fait en s'associant aux dirigeants patronaux.

Mais tout aussi **traîtres aux intérêts ouvriers** sont les prétendus révolutionnaires qui cachent la trahison d'un Chirino et appellent à voter pour lui, ceux qui savent parfaitement – et qui l'écrivent! – que le terrain électoral est le terrain de l'adversaire de classe, mais poussent de toutes leurs forces les prolétaires à aller sur ce terrain où ils sont certains d'être toujours battus!

* * *

Qu'ils soient pour ou contre Chavez, les illusionnistes trotskystes sont dans tous les cas absolument étrangers aux orientations prolétariennes révolutionnaires. La lutte prolétarienne ne passe pas par le cirque électoral et les institutions démocratiques-bourgeoises, au contraire elle les combat! La révolution pour laquelle elle combat n'est pas nationale mais internationale, elle n'est pas populaire mais de classe, elle n'est pas bolivarienne mais communiste!

La seule solution aujourd'hui pour le prolétariat au Venezuela, en Amérique Latine et partout, n'est pas de voter pour élire tel ou tel personnage à la tête de l'Etat bourgeois; c'est la reprise de la lutte de classe pour la défense exclusive de ses intérêts de classe, pour la lutte quotidienne contre les bourgeois, préparant et concentrant ainsi les forces pour pouvoir lancer demain, sous la direction du parti politique de classe, l'assaut armé contre le pouvoir de la classe bourgeois et le système capitaliste de production.

(1) L'OVCS (Observatoire Vénézuélien de la Conflictualité Sociale) rapporte ce chiffre tout en signalant que le manque de logement a été la cause de 167 manifestations de rue rien qu'au mois d'octobre... cf <http://www.conflictive.org.ve/carceles/ovcsagosto-se-agudizan-los-conflictos-laborales-damificados-exigen-respuestas-oportunas.html>

(2) www.lts.org.ve/Nuestro-voto-critico-en-la-candidato-obrero-Orlando-Chirino-espor-un-programa-de-clase-contra-la-explotacion-capitalista-y-por-un-partido-de-los-trabajadores

(3) Le titre même de l'exposé indique qu'il ne s'agit que de poudre aux yeux: le développement capitaliste est inséparable de l'exploitation et de l'oppression. Cette réunion de «l'Alliance pour le Venezuela que nous aimons tous» s'est achevée au son émouvant d'un «Chant pour la réconciliation» créé pour cette occasion. cf <http://www.eluniversal.com/nacional-y-politica/120519/la-alianza-por-la-venezuela-que-queremos-todos-presento-propuesta>.

Afrique du Sud ...

jeure de toutes ces organisations est la nationalisation des mines, bien sûr «sous contrôle ouvrier».

La revendication de *contrôle ouvrier* d'une entreprise dirigée par l'Etat bourgeois est peut-être encore plus stupide que celle d'un gouvernement ouvrier de ce même Etat. En tout cas elle est tout aussi contraire à l'orientation de lutte de classe dont ont besoin les prolétaires sud-africains pour lutter contre les capitalistes appuyés et défendus par ce même Etat bourgeois que les trotskystes voudraient appeler à la rescousse. La COSATU monte en pratique la signification de ce à quoi rêvent les trotskystes: elle fait appel à l'Etat, sous la forme de son *armée* et de sa *police*!

Les prolétaires sud-africains mènent aujourd'hui courageusement des luttes difficiles de résistance contre un ennemi de classe qui se camoufle derrière de faux amis «communistes» et syndicaux. Ils ne peuvent compter sur ces prétendus groupes révolutionnaires qui ne sont qu'une variété particulière de réformistes, peut-être plus dangereux à cause de leurs discours pseudo-révolutionnaires.

Il leur faudra retrouver les authentiques positions marxistes pour s'organiser sur des bases de classe non seulement pour la lutte de défense immédiate, mais aussi pour la lutte politique afin de pouvoir, avec les prolétaires des autres pays, passer à l'attaque contre le capitalisme mondial.

29/11/2012

(1) <http://www.rfi.fr/afrique/20121112-afrique-sud-grevistes-amplats-rejettent-une-nouvelle-offre-direction>

(2) <http://www.hrw.org/news/2011/08/23/south-africa-farmworkers-dismal-dangerous-lives>

(3) <http://www.cosatu.org.za/show.php?ID=6751>

(4) <http://www.icl-fi.org/english/leaflets/lonmin-sa.html>

(5) <http://www.socialistsouthafrica.co.za>

Quand les «syndicalistes révolutionnaires» revendiquent ... des licenciements

Depuis des années, les travailleurs de l'enseignement ont subi des attaques des gouvernements successifs. Face à ces attaques, les ripostes ont été stérilisées par les différents appareils syndicaux. Ceux-ci diffusent et confortent les préjugés petits-bourgeois et conservateurs (voire réactionnaires) de la profession: culte de Sainte Ecole publique, défense de la «mission» des enseignants et des «intérêts des élèves», fétichisme de la République «éducatrice» (pour ne pas dire «civilisatrice») des jeunes prolétaires, ...

Ces croyances sont largement répandues et diffusées par les courants d'«extrême gauche du syndicalisme enseignant.

C'est particulièrement le cas de la tendance *Emancipation*, qui s'affirme héritière de l'*Ecole Emancipée*, tendance «syndicaliste révolutionnaire» dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement de la CGTU puis de la FEN.

Elle se présente sur son site comme «une tendance intersyndicale regroupant, quelle que soit leur appartenance syndicale, les personnels de l'Education Nationale, les étudiantEs, les lycéenNEs qui interviennent sur leur lieu de travail, dans leurs organisations syndicales comme dans les mouvements sociaux sur des bases anticapitalistes et qui

refusent l'autoritarisme, la bureaucratie et le corporatisme».

Son Manifeste de 2004 affirme que «le syndicalisme révolutionnaire prend le parti des exploités contre les exploités d'une manière inconditionnelle et permanente» et qu'il «se situe d'abord aux côtés des plus précaires, des plus exploités».

Mais dans les faits, ces «syndicalistes révolutionnaires» se font, au nom de la laïcité, les défenseurs de leur patron – l'Education nationale – contre les travailleurs des écoles concurrentes.

En Seine-Maritime, les militants d'Emancipation font en effet partie des fondateurs et des animateurs de l'*Observatoire de la laïcité scolaire*. Non seulement cet Observatoire est totalement interclassiste car, comme l'affirme son tract de fondation (repris dans *Combat Laïque* 76, novembre 2011), il est «ouvert à toute association, syndicat, élu-e défendant l'Ecole Publique Laïque» mais il est également le vecteur de la pire chauvinisme d'entreprise.

Ce tract énumère les dépenses faites par l'Etat au profit de l'enseignement privé:

«Les établissements privés sous contrat d'association Loi Debré de 1959 – la quasi-

(Suite en page 8)

Guinée: La difficile lutte des ouvriers de Fria contre la multinationale Rusal

Le 25 octobre 2500 ouvriers de l'usine d'alumine Friguia qui se trouve dans les environs de la ville de Fria ont commencé à toucher une partie de leurs arriérés de salaire, après 7 mois sans aucune rentrée d'argent.

Ce complexe industriel, créé par un consortium international dont faisait partie le français Péchiney en 1960, comprend une mine de bauxite, une raffinerie d'alumine et un chemin de fer pour emmener l'aluminium jusqu'au port le plus proche.

Société mixte sous le régime pseudo-socialiste de Sékou Touré, Friguia avait été privatisée en 2006 par son successeur, l'autocrate Lansana Conté, qui l'avait vendue à vil prix, dans des conditions douteuses, à la société russe Rusal. Cette société géante est devenue le n°1 mondial de l'aluminium après la fusion avec la société suisse Glencore: elle emploie plus de cent mille personnes dans 17 pays. Friguia représenterait 15% de la production totale d'aluminium de Rusal.

Les ouvriers de Fria ont joué un rôle important dans la grève générale de 2007 qui a sapé les bases du régime de Lansana Conté (1) et ils ont continué à mener des grèves ensuite, en dépit de l'hostilité du syndicat local accusé par les ouvriers d'être vendu à la direction. Cette agitation ouvrière, qui déboucha sur une dure grève sauvage en 2008, avait poussé le régime militaire du capitaine Dadis qui avait renversé Conté à vouloir renationaliser l'usine en 2009, un peu à la manière d'un Chavez au Venezuela.

Mais c'était sans compter avec les impérialismes; un «expert minier» expliquait alors: «*La junte est sous embargo économique de fait, de la part de l'Union Européenne, des Etats Unis, du Canada, du FMI et de la Banque Mondiale. En s'attaquant aux multinationales minières de façon frontale, la junte renforce ces pays dans leur dessein à resserrer l'étau économique pour donner une leçon aux dictateurs tiers-mondistes à qui on doit rappeler qui vraiment gouverne ce monde!* [sic!] *N'est pas Hugo Chavez qui le veut.*» (2).

Même mal acquise, la propriété privée des impérialistes est inviolable! La petite Guinée, cette ancienne colonie française d'Afrique occidentale de dix millions d'habitants, a beau être riche de ses matières premières (elle possède entre autres les trois quart des réserves mondiales connues de bauxite, dont elle est le premier exportateur), elle est bien trop faible pour résister aux pressions impérialistes et la nationalisation de Rusal n'eut jamais lieu...

Mais les ouvriers de Rusal ne cessèrent pas pour autant leurs luttes, menant notamment au printemps 2010 une grève illimitée avec occupation de l'entreprise. Le ministère russe des Affaires étrangères était alors intervenu pour protester auprès du gouvernement guinéen contre «*l'action d'éléments extrémistes [qui] ont tenté de saisir l'usine*» (3), exigeant qu'ils soient traduits en justice: il visait les travailleurs

qui occupaient l'établissement.

Cette intervention de l'Etat russe avait été relayée par le premier ministre qui exigea la fin de l'occupation, le nouveau gouvernement d'Alpha Condé, issu de la «transition démocratique», n'étant pas davantage favorable aux travailleurs que les autres, même si les dirigeants syndicaux, collaborationnistes jusqu'au bout des ongles, le soutiennent.

Un nouvelle grève a éclaté le 4 avril dernier pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, dans une situation de tension persistante dans l'établissement où la direction avait tenté sans succès de faire avaliser le licenciement de délégués syndicaux trop revendicatifs. Les ouvriers demandaient notamment que le salaire minimum soit porté à l'équivalent de 400 euros et la prise en charge des frais médicaux par l'entreprise.

L'entreprise russe riposta en lock-outant les travailleurs et en s'adressant aux tribunaux. Ceux-ci déclarèrent la grève illégale, et le 26 avril le syndicat décidait de suspendre la lutte.

Cependant Rusal subordonnait la fin du lock-out à la signature par le syndicat d'un accord anti-grève jusque fin 2013 ainsi qu'à l'engagement de l'Etat guinéen à «protéger» les installations, c'est-à-dire à empêcher toute action des travailleurs, la compagnie menaçant sinon de fermer définitivement l'usine. Pour donner plus de poids à son chantage auprès de l'Etat, Rusal faisait miroiter la possibilité de forts investissements à Dian Dian, dans une autre région minière de Guinée...

Fin août un accord était signé qui entérinait la capitulation complète du syndicat devant les exigences de Rusal dont la seule «concession» était le paiement des salaires aux travailleurs lock-outés.

Mais en dépit de cet accord, seule une activité minimale pour entretenir les installations a repris dans l'usine et les salaires ne sont toujours pas versés. Les patrons russes arguant que ce paiement est trop important à la suite des pertes enregistrées par Friguia à cause de la grève, alors que la compagnie Rusal est devenue déficitaire: en 3 ans son cours en bourse a baissé de près de 48%. Face à l'inquiétude des actionnaires, l'accord conclu en Guinée avec le syndicat et le gouvernement ne valait guère plus que l'encre utilisée pour le signer. Pour honorer cette signature, et même pour continuer à fournir de l'électricité aux 130 000 habitants de Fria, Rusal exigeait du gouvernement que les discussions sur Dian Dian soient conclues rapidement et de manière qui lui soit favorable...

Il faut savoir que les prix de l'aluminium se sont effondrés et que Rusal a annoncé la fermeture définitive de plusieurs de ses usines dans différents pays, elle n'est donc pas pressée à remettre Friguia en production. Mais la compagnie ne peut cependant pas se désengager de la Guinée où se trouvent la plus grosse partie des gisements mondiaux de bauxite et, de plus, exploitables à faible coût.

Dans ce bras de fer les travailleurs ne sont pour les capitalistes pas autre chose qu'une force de travail qui doit se laisser exploiter sans murmures quand c'est rentable et crever de faim sans protester quand cela ne l'est plus! Les conciliateurs locaux, spéculant sur la misère des travailleurs sans ressources, affirment haut et fort que cet épisode a été une «leçon» pour les ouvriers qui ne songeront de sitôt à faire grève (4)...

Mais même dans des conditions aussi difficiles et face à un adversaire aussi puissant, les travailleurs de Friguia ont montré qu'il était possible de lutter.

Début octobre, indépendamment du syndicat, un groupe important d'ouvriers tentait de réoccuper l'usine malgré les forces de l'ordre; cette action décidée et l'effervescence régnant dans la ville obligeait finalement le gouvernement à débloquent des fonds pour le paiement des salaires.

* * *

Les appareils syndicaux se mettent finalement toujours du côté du pouvoir. Cela est démontré non seulement par le conflit de Fria, mais également au niveau national par les négociations salariales en cours entre l'Intercentrale et Conté.

Alors que les syndicats défendaient la revendication d'une augmentation de 200% des salaires des travailleurs de la Fonction Publique pour rattraper la hausse des prix, le

gouvernement ne voulait concéder qu'une augmentation de 10%, arguant qu'il était sous le contrôle du FMI et de la Banque Mondiale. Puis il a accepté 15% et enfin 25% de hausse (10% immédiatement, 15% en janvier). Lorsque les chefs syndicaux sont venus annoncer cela à la Bourse du Travail de Conakry le 18/10, en disant qu'ils avaient décidé d'accepter, cela a provoqué une explosion d'indignation des travailleurs rassemblés qui les ont accusé de les avoir trahi et dans le tohu-bohu beaucoup demandaient un appel à la grève illimitée!

Rien n'est réglé pour autant. Les travailleurs de Friguia et de toute la Guinée comme leurs frères de classe de tous les pays, ne pourront compter que sur leurs propres luttes pour se défendre contre les capitalistes étrangers ou nationaux d'autant plus rapaces qu'ils sont plus puissants et contre l'Etat bourgeois inévitablement à leur service.

(1) Sur la grève générale de 2007, voir Le Proletaire n°483.

(2) cf *Guinée News*, 9/10/9.

(3) http://infoguinee.com/index.php?option=com_content&view=article C'est en allant négocier une issue à la grève qu'Ibrahim Fofana, dirigeant réformiste du syndicat USTG qui, comme toute l'«Intercentrale» syndicale, avait soutenu la junte militaire de Dadis, trouva la mort dans un accident de la route.

(4) Voir les déclarations du maire de Fria, ancien bonze syndicaliste de Guifria, à propos des dirigeants de la grève:

«*Malheureusement ils sont jeunes. Si l'expérience était là, ils auraient dû reculer à la place des travailleurs. Mais étant jeunes, ils ont peut-être eu peur de perdre leur manteau syndical à la base. Et s'ils sont pris en otage par les travailleurs, ils sont obligés de leur obéir. (...) Je vous assure que cette grève a éduqué et civilisé les travailleurs. Je pense que le mot grève sera banni du vocabulaire des travailleurs*», *Guinée News*, 5/8/12. Sans commentaires!

«syndicalistes révolutionnaires» ...

(Suite de la page 7)

totalité – ont leurs personnels et une partie de leur retraite payés par l'Etat, leur fonctionnement payé intégralement par les collectivités territoriales et l'Etat (communes pour les écoles, département pour les collèges, Région pour les lycées), leurs investissements mobiliers et immobiliers partiellement pris en charge par des fonds publics».

Dans le système éducatif français, les 135 000 enseignants (payés directement par l'Etat) et les 80 000 personnels administratifs, d'entretien, surveillants, etc. (rémunérés grâce au forfait d'externat versé par l'Etat, les régions et les départements) sont **davantage exploités** que leurs collègues du public avec des salaires inférieurs, une précarité et une flexibilité plus fortes, des droits syndicaux limités, ... Leur défense devrait donc être une priorité pour n'importe quel syndicaliste surtout s'il se dit révolutionnaire! Ce n'est pas le cas d'Emancipation!

Pour conclure, ce tract lance un appel: «*A tous les dégrés de l'enseignement, les fonds publics doivent être strictement réservés à*

l'Ecole Publique!».

Très clairement, ces militants demandent que l'Etat-patron cesse de financer les écoles privées et donc arrête de payer les salaires et les pensions des travailleurs du privé. Ils revendiquent donc un vaste *plan social* qui frapperait les travailleurs de l'enseignement privé! Où l'on voit le caractère **anti-prolétarien** de l'idéologie laïque qui ne sert qu'à diviser les travailleurs, à justifier le corporatisme le plus étroit et la défense la plus obtuse de l'Etat bourgeois...

Loin d'être une saine réaction de classe aux trahisons de la bonzerie syndicale le «syndicalisme révolutionnaire» défendu par Emancipation n'est que l'aile gauche du collaborationnisme et, de fait, le fer de lance de la défense de l'entreprise Education nationale contre les travailleurs des écoles concurrentes.

Dans l'enseignement comme ailleurs, il est nécessaire pour les travailleurs de rompre avec tous les faux amis, en particulier avec les prétendus révolutionnaires qui ne sont que les valets du syndicalisme jaune et des ennemis de la reprise de la lutte de classe.

VP, pourfendeur des monopoles et défenseur de l'autogestion

Depuis quelques années, VP tente d'organiser une fraction dans la CGT autour de son blog Où va la Cgt? Elle prétend ainsi construire une opposition lutte de classe à la direction collaborationniste de la confédération. Elle dénonce le réformisme de celle-ci et les campagnes chauvines autour du «made in France».

Mais le syndicalisme classiste que prétend défendre VP n'est qu'une version de gauche du collaborationnisme.

Dans un récent article («Multinationale ou travailleurs: le gouvernement peine à donner le change!», vp-partisan.org) sur la lutte des ouvriers de Fralib à Marseille, VP se rallie ouvertement aux mythes réformistes les plus éculés: l'autogestion et la lutte anti-monopoliste.

L'article en question présente la création d'une SCOP comme une «victoire des ouvriers» car «cela créerait un désaveu cinglant de leur argumentaire économique (par la capacité des ouvriers à résoudre les problèmes qu'ils invoquent eux-mêmes pour leurs choix économiques), écologique (Unilever se targue d'écologie tout en faisant parcourir l'Europe en camions à ses productions!), et politique (capacité des ouvriers à organiser et pérenniser eux-mêmes leur emploi)».

La SCOP, une victoire prolétarienne contre le capital? Non! C'est un projet anti-prolétarien qui vise à enchaîner les travailleurs à «leur» entreprise capitaliste et à leur propre exploitation. Il est impossible de s'émanciper du capitalisme dans le cadre de l'économie capitaliste. Pas plus qu'ils ne peuvent prendre le contrôle de l'Etat par les élections pour le faire tourner à leur profit, les prolétaires ne peuvent transformer une entreprise capitaliste en une parcelle d'économie socialiste en la transformant en SCOP.

L'orientation collaborationniste est également claire et nette quand VP dénonce l'Etat «au service des monopoles» et «l'économie des monopoles». C'est encore et toujours la stratégie du front «antimonopoliste» qui ne peut être qu'interclassiste car il vise à rassembler tous ceux qui sont «victimes» des «monopoles» ou des «multinationales» du prolétaire au petit patron. Cette dénoiaction des multinationales oblige VP à se taire sur le slogan ouvertement nationaliste des syndicats de Fralib: «Le thé de l'Eléphant est né il y a 120 ans à Marseille, L'Eléphant est Français, en Provence il doit rester.»

Il ne faut ainsi pas s'étonner que le blog syndical de VP juge que la très collaborationniste journée d'inaction du 14 novembre était «une première bien-venue» et «un bon point d'appui, et un bon support pour développer la solidarité internationale» («14 novembre: une première syndicale européenne», 13 novembre). Heureusement pour VP que le ridicule ne tue pas!

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

4e liste 2012

André: 7,50 / Aurillac: 6,90 / Eric: 7,50 /

Gilbert: 10,00 / Jacky: 7,50 /

Paris: 600 / Victor: 20,00 /

Total liste: 359,40

Total général: 5736,90

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :

NOUVELLE ADRESSE:

Programme, B.P. 57428

69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme,

Ch. de la Roche 3, 1020 **Renens**

Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835,

20110 **Milano**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10.

Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA

et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il**

comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista»**,

le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et

Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**